

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Nathalie Arthaud, pour faire entendre le camp des travailleurs

Nathalie Arthaud
le camp des travailleurs

- **La « lutte contre l'islamophobie »**
- **Végétarisme, véganisme et antispécisme**
- **La Constitution italienne**
- **Les trotskystes et Cuba**

Au sommaire de ce numéro

Élection présidentielle: voter Nathalie Arthaud, pour faire entendre le camp des travailleurs	1
Le piège de la « lutte contre l'islamophobie »	7
Végétarisme, véganisme et antisépécisme: à propos de la considération humaine pour la souffrance animale	13
Italie: la Constitution hors des mythes	18
Le mouvement trotskyste et la révolution cubaine	21

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Reste du monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à:

Lutte ouvrière - CCP Paris 24 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 - BIB PSSTFRPPPAR



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail:

contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

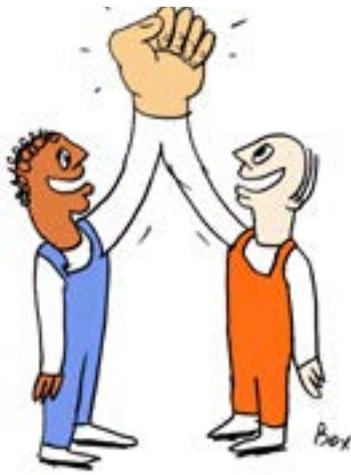
Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Élection présidentielle: voter Nathalie Arthaud, pour faire entendre le camp des travailleurs

Après la primaire de la droite, celle de la gauche occupe la scène médiatique jusqu'au 29 janvier. Les sept candidats, dont cinq ont été ministres de Hollande et partagent à ce titre la responsabilité de sa politique antiouvrière, tentent de se distinguer et de faire illusion auprès des classes populaires. Montebourg parle de la fiche de paye, Hamon du revenu universel, Valls du revenu décent, quand Peillon essaye de vendre son bouclier fiscal. Les candidats du PS sont concurrencés sur leur droite par Macron, qui s'y voit déjà, et sur leur gauche par Mélenchon. S'il s'adresse lui aussi aux travailleurs, dénonçant parfois leur sort avec virulence, seules leurs voix l'intéressent. Mélenchon a placé sa campagne sous le slogan «la France insoumise». En prétendant défendre «les intérêts de la France», il se soumettra inéluctablement à ceux des capitalistes français.

La seule candidate qui s'affirme communiste et qui fera vraiment entendre le camp des travailleurs dans cette élection présidentielle est Nathalie Arthaud. Même si elle est ignorée de tous les principaux médias, sa campagne est bien lancée. Nous reproduisons ci-dessous un extrait de son intervention au meeting d'Annonay (Ardèche) du 18 janvier, dans lequel elle développe le programme de classe qu'elle propose aux travailleurs conscients d'approuver.

[...] Faire entendre nos intérêts de salariés, de chômeurs, de retraités à l'opposé de la po-

litique patronale, affirmer nos revendications, nos objectifs en tant qu'exploités, c'est ce qu'il y

a de plus utile à faire dans ces élections.

Parce que les jeux sont faits.



Le 15 novembre 2016 à Firminy, à côté de Saint-Etienne.



Tous ceux qui sont susceptibles d'accéder au second tour sont des serviteurs zélés de la bourgeoisie. Alors il n'y a pas de suspense: celui qui sortira des urnes en mai sera un ennemi des travailleurs. Pour les travailleurs, le match est truqué! Il ne faut pas marcher dans cette duperie électorale.

Mais puisqu'on nous donne la parole au premier tour, eh bien il faut la prendre, pour s'exprimer, pour mettre en avant nos préoccupations de travailleurs, d'ouvriers, de chômeurs, de retraités. Ne laissons pas le monopole de la parole à des politiciens bourgeois, qui pensent en bourgeois! Faisons-nous entendre! Nous avons notre propre politique à défendre, une politique indépendante, une politique de classe, un programme pour les travailleurs.

POUR ÉRADIQUER LE CHÔMAGE: UN TRAVAIL ET UN SALAIRE POUR TOUS

Le premier point de ce programme, c'est d'éradiquer le chômage. Le patronat, et à sa suite tous les politiciens, prétendent qu'on ne peut pas faire tourner une usine sans commandes assurées et garanties. Nous, travailleurs, nous devons affirmer qu'on ne peut pas vivre sans travail et que notre vie ne

peut pas dépendre des aléas de leurs carnets de commandes. Nous ne sommes pas des machines que l'on peut brancher et débrancher. Nous avons une vie, une famille. Les loyers, les factures tombent tous les mois, même quand on a perdu son boulot. Il faut remplir l'estomac des enfants...

Il faut que tout le monde ait un travail et un salaire. La première mesure, de bon sens, est d'interdire les licenciements et les plans de suppressions d'emplois, à commencer par les entreprises qui font des bénéfices, sous peine d'expropriation. Regardez PSA. PSA a réalisé sur les 18 derniers mois 2,4 milliards de bénéfices et a supprimé 17000 emplois en trois ans. Sanofi réalise 7 à 8 milliards d'euros de profits chaque année, a supprimé 4700 emplois entre 2008 et 2015, et en supprime encore 650! Oh, ils se débrouillent toujours pour ne pas parler de licenciements, mais au final cela fait des milliers de chômeurs en plus. Eh bien, il faut commencer par stopper tous ces grands fabricants de chômeurs.

Je n'oublie pas les salariés des plus petites entreprises et je sais qu'ils sont aussi concernés par les licenciements, mais leur situation dépend bien souvent de ces grands groupes. C'est le

cas par exemple de l'usine Logo dans le Jura, qui est menacée de dépôt de bilan avec 220 licenciements à la clé parce que le principal acheteur, LVMH, a décidé de stopper ses commandes. Eh bien, il faut imposer à LVMH qu'il assure un salaire à tous les salariés de Logo, qui ont contribué à la prospérité du groupe!

Parallèlement, il faut aussi créer des millions d'emplois pour les jeunes qui arrivent sur le marché du travail, pour tous ceux qui n'ont droit, depuis des années, qu'à quelques heures de boulot ici et là, pour tous ceux qui sont rejetés de la production parce qu'ils sont invalides ou handicapés. C'est possible immédiatement en imposant que le travail soit réparti entre tous. Et ce serait une mesure salubre pour l'ensemble du monde du travail.

Dans presque toutes les entreprises, dans le privé mais aussi dans le public, la charge de travail a été accrue, les horaires de travail – auxquels il faut ajouter le temps de transport – sont devenus insoutenables. Il faut soulager ceux qui ont un emploi en diminuant leur temps de travail et en créant des emplois, de vrais emplois, en CDI, avec un salaire complet. Il faut faire le contraire de ce que Renault est en train de faire en imposant un second accord de compétitivité avec heures supplémentaires et samedis travaillés obligatoires!

Et regardez ce qui se passe avec l'épidémie de grippe: est-ce qu'il y a trop d'infirmières ou d'aides-soignants dans les hôpitaux? Regardez ce grand gâchis qu'est l'Éducation nationale. Est-ce qu'il y a trop d'enseignants? Pour ce qui est des logements, il en manque un million d'accessibles à un salaire d'ouvrier; est-ce que nous n'avons plus besoin de maçons? D'ingénieurs? Il y a nombre de besoins à satisfaire dans la société et donc autant d'emplois à créer.



Dans les rues de Tours, le 8 novembre 2016, contre la mise en place de groupements hospitaliers de territoire (GHT), prétexte à suppressions de postes, à polyvalence et à flexibilité imposées.

Certains nous expliquent qu'avec la modernisation des moyens de production et les gains de productivité, il y aura de moins en moins d'emplois. Mais ça, c'est un raisonnement de patron. Au lieu de créer le chômage pour les uns et les surcharges de travail pour les autres, les robots et les gains de productivité devraient soulager les salariés, baisser les cadences et le temps de travail de tous. Mais cela suppose qu'on ne fasse pas fonctionner les entreprises pour obtenir toujours plus de profits.

Si nous laissons faire le grand patronat, ce ne sont pas six millions de chômeurs qu'il y aura bientôt, mais sept ou huit millions. La répartition du travail entre tous et la réduction du temps de travail sont des objectifs nécessaires pour les travailleurs.

Ce sont même des perspectives vitales pour toute la société. Parce que le chômage est un fléau qui pourrit la société de l'intérieur. Il aggrave la misère, il marginalise. Il pousse à l'individualisme, à la

compétition entre travailleurs. C'est aussi de là que naissent la peur de l'autre et la déshumanisation de la société. La lutte contre le chômage est une condition de la survie de la société.



**PAS UN SALAIRE
À MOINS DE 1 800 EUROS
NET ; 300 EUROS
D'AUGMENTATION
POUR TOUS**

Il faut augmenter les salaires et les pensions de retraite. Les principaux candidats susceptibles d'accéder à l'Élysée nous expliquent qu'il est impossible pour les entreprises d'augmenter le smic. Le Pen explique, je la cite, qu'elle « *n'a jamais proposé une augmentation du smic payée par les entreprises* », parce qu'elle ne veut surtout pas créer de difficultés au patronat ! Et les difficultés qu'ont des millions de femmes et d'hommes à se loger, à se soigner et même tout simplement à se nourrir, les privations qu'ils s'infligent parce qu'ils sont payés au lance-pierres, elles n'existent pas ? Le Pen et tous les autres candidats s'en moquent. Eh bien, pas nous !

Il arrive à la CGT de chiffrer à 1800 euros le salaire qui serait nécessaire aujourd'hui pour vivre convenablement. La moitié des salariés gagnent moins de 1800 euros dans ce pays. Eh bien oui, aucun salaire ne devrait être inférieur à 1800 euros net. Et il faudrait augmenter de 300 euros tous les salaires. Ce ne serait que du rattrapage, après plusieurs décennies de blocage des salaires qui démolit progressivement le pouvoir d'achat d'un même salaire nominal.

Il suffit de faire ses comptes. Il faut payer entre 500 et 700 euros pour le loyer ou le crédit logement, et parfois bien davantage ; 50 ou 100 euros par mois pour le gaz, l'électricité, l'eau ; 50 ou 100 euros pour les assurances, la complémentaire santé. Il faut payer l'accès à Internet, le téléphone portable. Il faut payer les traites de la voiture, l'assurer, faire le plein, c'est encore 400 ou 500 euros minimum qui s'en vont. Il faut encore payer les impôts sur le

revenu, la taxe d'habitation. À la fin, il reste moins d'une vingtaine d'euros par jour, pour payer nourriture, vêtements et autres articles de consommation courante ou encore quelques sorties, l'accès aux loisirs et à la culture. Et avec des enfants, c'est encore bien plus serré.

Alors 1800 euros net, c'est bien le minimum qu'il nous faut pour tous les salaires et les pensions ! Quant aux minima sociaux comme le RSA, ou l'allocation adulte handicapé, ils doivent être transformés en salaire car tout le monde doit avoir le droit d'être intégré à une activité utile.

Ces 1800 euros ne sont qu'un

rattrapage. Il y a dix ans le smic, qui est aujourd'hui à 1150 euros net, était de 1000 euros. Et déjà à l'époque, il avait pris du retard sur l'inflation. En dix ans le smic a augmenté de 15%. Savez-vous de combien a augmenté le salaire des grands PDG ? De 65% !

Alors oui, il faut un minimum de 1800 euros net par mois et une augmentation de 300 euros de tous les salaires. Et pour que ces hausses soient durables, il faut que les salaires, les pensions de retraite suivent les augmentations du coût de la vie, celles des loyers, du gaz, des mutuelles, des impôts et taxes. On nous dit qu'il n'y a plus d'inflation, mais il suffit de



Piquet de grève à MC Syncro (Chanteloup-les-Vignes, dans les Yvelines), sous-traitant de PSA Poissy, pour les salaires et l'embauche des intérimaires, en décembre 2016.

comparer sa taxe d'habitation, sa facture d'électricité ou d'assurance pour voir que les prix augmentent. Eh bien, il faut que nos salaires et nos pensions suivent!

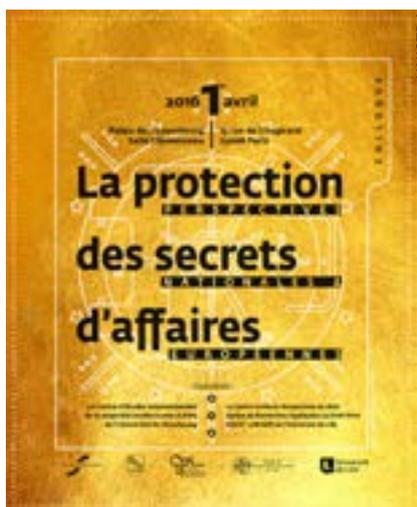
De bonnes âmes, très bien payées, m'ont déjà expliqué à maintes reprises que ce programme est complètement utopique et qu'il forcerait nombre d'entreprises à mettre la clé sous la porte. Je parle de 1800 euros par mois et on me parle d'utopie! C'est donc de l'utopie d'espérer vivre sans avoir à compter le moindre euro? C'est de l'utopie d'espérer pouvoir se chauffer comme il faut, payer des études à ses enfants, le permis? Eh bien, si c'est de l'utopie, si ce n'est pas imaginable dans le cadre de ce système, c'est l'aveu qu'en dehors du renversement de la bourgeoisie il n'y aura pas de salut pour les travailleurs.

Mais curieusement, les mêmes qui parlent d'utopie dès que l'on parle du salaire des travailleurs constatent, sans s'indigner outre mesure, les augmentations extravagantes des Carlos Ghosn, des Tavares, les PDG des grandes entreprises. Les mêmes n'ignorent pas la hausse des dividendes des actionnaires des entreprises du Cac 40, et surtout l'accroissement incessant de la fortune des plus riches. Alors, dire que 1800 euros est utopique, c'est un choix de classe.

S'il y a une utopie, c'est d'attendre ces augmentations des bourgeois ou d'un futur président de la République! Pour y parvenir, il faudra renouer avec les luttes collectives et imposer un nouveau rapport de force contre le patronat.

CONTRÔLE DES TRAVAILLEURS SUR LES ENTREPRISES

Je l'ai dit, la société est riche, très riche. Les patrons nous



Colloque sur les avantages, pour les patrons, du renforcement du secret des affaires.

disent qu'ils n'ont pas d'argent pour embaucher, pour augmenter les salaires! On ne les croit pas! Tout ce qui compte pour eux, ce sont leurs profits.

C'est pourquoi les travailleurs doivent imposer la transparence sur les comptes des entreprises, les vrais, pas ceux qu'ils déclarent ou qui sont communiqués aux comités d'entreprise. Le grand patronat a érigé le mensonge et l'opacité en art de gouverner. Et même s'il est de bon ton pour les politiciens de parler de transparence et de dénoncer l'évasion fiscale, ils continuent de défendre le secret des affaires et d'interdire aux salariés de divulguer les informations dont ils disposent sur les comptes de l'entreprise.

En avril dernier, les députés européens du PS, de l'UDI, du Modem, de la droite et du FN se sont retrouvés pour voter, tous ensemble, la directive européenne sur la protection du secret des affaires. Et pour cause! Si les travailleurs avaient accès à toutes ces comptabilités, ils mesureraient l'escroquerie qui consiste à parler de coût du travail. Le travail ne coûte pas aux patrons, il leur rapporte. Le moindre centime que la bourgeoisie gagne lui vient de l'exploitation du travail; les millions d'euros que dépensent les riches pour maintenir leur

train de vie de parasites sont extraits de la peine et de la sueur des travailleurs.

En levant le secret bancaire et commercial, on permettrait aux comptables, aux secrétaires, aux magasiniers, à tous les travailleurs, de communiquer les informations qu'ils ont. Il y a bien des salariés révoltés par les agissements de leur direction, parce qu'ils savent qu'ils sont contraires aux intérêts des travailleurs, de la population ou de l'environnement.

Ils sont souvent les premiers à tirer la sonnette d'alarme, simplement parce qu'ils sont aux premières loges et qu'ils voient ce qui se passe. Alors, il faut leur donner les moyens légaux de tout dire de ce qu'ils voient, sans être menacés de licenciement ou de mesures de rétorsion. Il faut supprimer le secret des affaires.

Cette mesure est un objectif essentiel car il modifierait le rapport de force entre le patronat et les travailleurs en donnant de nouvelles armes aux travailleurs. Il en serait fini du chantage patronal, des rumeurs et des fausses informations. Les travailleurs sauraient à quoi s'en tenir, ils pourraient anticiper, s'organiser face aux attaques patronales et prendre l'initiative pour imposer les intérêts des travailleurs.

UN PROGRAMME DE CLASSE

Voilà notre programme! Ce n'est pas, comme tous les autres candidats, un catalogue de promesses numérotées qui seront aussi vite bafouées qu'elles ont été inventées. C'est un programme qui doit nous orienter pour nos combats quotidiens.

Et c'est un programme de survie pour les couches populaires, qui découle de nos besoins. C'est le programme le plus radical, car nous sommes les seuls à nous engager totale-

ment du côté des travailleurs. Parce que, contrairement aux autres candidats, nous ne cherchons pas à épargner la bourgeoisie et ses profits : nous la combattons et nous sommes prêts à la combattre jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'exproprier en réquisitionnant les grandes entreprises. Parce que, contrairement aux autres candidats, nous ne considérons pas la compétitivité, le marché et la concurrence comme des lois de la nature, mais comme les bases d'un système établi par une minorité et qui ne fonctionne que pour une minorité. Nous pouvons défendre ces intérêts vitaux pour le monde du travail, parce que nous sommes communistes.

LE VOTE ET LE PARTI QU'IL MANQUE AUX TRAVAILLEURS

J'appelle les travailleurs qui sont d'accord avec ce programme à voter pour ma candidature. Je les appelle à faire un vote de classe et de combativité. Voter, ce n'est pas encore agir et se battre réellement. Mais le combat commence dans les têtes. On ne peut pas se lancer dans le combat sans être sûr de sa légitimité. On ne peut pas gagner sans être sûr de nos intérêts, sans comprendre où sont nos ennemis, nos faux amis. Tout cela se forge dans le combat des idées et le combat politique. Le premier tour de cette élection nous donne l'opportunité d'avancer dans ce sens-là, alors il faut y aller !

Nous n'avons pas encore de parti à opposer à la bourgeoisie. En tout cas pas de parti capable de mener le combat politique à armes égales avec les partis bourgeois. Et c'est tout le problème. Si les conditions d'existence des travailleurs reculent

depuis des décennies, s'ils sont désorientés, si la confusion règne dans beaucoup de têtes, c'est qu'il n'y a plus de parti ouvrier digne de ce nom depuis longtemps.

Le vote pour ma candidature permettra, le temps d'une élection, de faire apparaître les travailleurs comme une force politique, comme un camp politique. Mais il faut qu'il se maintienne après les élections. Car les travailleurs n'ont pas seulement besoin d'exprimer leurs intérêts au moment des élections. Ils ont besoin de mener le combat en permanence, au quotidien dans les entreprises, en permanence contre la politique antiouvrière relayée par les gouvernements.

Il faut un parti qui affirme que la société est divisée en

deux classes aux intérêts irréconciliables et que nous devons nous battre, en ne comptant que sur nos propres forces, pour défendre notre droit à l'existence. Un parti qui affirmera que les travailleurs peuvent se passer du grand capital parce que ce sont eux qui font tout fonctionner dans la société.

Voter, ce n'est pas encore construire un parti. Mais c'est déjà se rassembler de façon ponctuelle derrière un drapeau. Et d'élections en élections, de mouvements de grève en manifestations, cela participe de la construction du parti. Alors votez et entraînez les gens autour de vous pour faire entendre le camp des travailleurs et aidez-nous à construire un parti pour les travailleurs. [...]

18 janvier 2017





Marwan Muhammad,
porte-parole du CCIF.

Le piège de la « lutte contre l'islamophobie »

Une politique de construction de fronts pour « lutter contre l'islamophobie » est de plus en plus défendue par une partie de l'extrême gauche. Au point de perdre tout repère de classe, et d'user de démagogie vis-à-vis de l'islam politique.

Le débat sur cette question s'est amplifié avec les différentes affaires de jeunes filles voilées à l'école, à partir de 1989, et surtout après la loi de 2004 sur l'interdiction du voile à l'école. Il s'est poursuivi avec la polémique sur l'interdiction du voile intégral dans l'espace public, adoptée en 2010.

Depuis les attentats de 2015 et 2016, cette question a pris de l'ampleur. Par exemple, le lamentable épisode de l'affaire du burkini a remis en lumière, l'été dernier, la façon dont les politiciens de droite comme de gauche sont prêts à faire feu de tout bois pour détourner l'attention de l'opinion des problèmes essentiels du moment, par démagogie électorale.

Cette récupération de la question du voile, de la burqa ou du burkini par des politiciens qui se moquent de l'oppression des femmes et ne sont laïcs que lorsqu'ils parlent de l'islam, est choquante. C'est une campagne raciste.

Pour autant, en tant que militants communistes, nous sommes aussi des adversaires résolus de toutes les religions et de toute oppression, et l'actuelle campagne ne doit pas faire perdre aux révolution-

naires toute boussole.

LA GALAXIE DE L'ANTI-ISLAMOPHOBIE

Depuis plusieurs années, une galaxie de groupes se donnant pour objectif la « lutte contre l'islamophobie » se développent et prennent diverses initiatives. Certains, comme l'UOIF (Union des organisations islamiques de France) ou PSM (Participation et spiritualité musulmanes), sont ouvertement des associations de prosélytisme religieux. D'autres se défendent d'être des organisations religieuses et se cachent derrière des revendications d'égalité, de lutte contre le racisme et contre l'islamophobie. C'est le cas du CCIF (Collectif contre l'islamophobie en France), de Mamans toutes égales, du Collectif une école pour toutes, Féministes pour l'égalité, et plus récemment d'Alcir (Association de lutte contre l'islamophobie et les racismes). Le Parti des indigènes de la République (PIR) est aussi à ranger dans cette galaxie.

Depuis l'attentat contre *Charlie hebdo*, en janvier 2015, les initiatives de ces groupes

se sont multipliées : rassemblement anti-islamophobie le 18 janvier 2015 à Paris ; meeting contre l'islamophobie et le climat de guerre sécuritaire le 6 mars 2015 à Saint-Denis ; Marche de la dignité et contre le racisme organisée par le PIR le 31 octobre 2015 ; meeting à Saint-Denis contre l'état d'urgence le 11 décembre 2015, ou encore, le 21 septembre dernier, le meeting d'Alcir baptisé « Pour un printemps de la liberté, de l'égalité et de la fraternité », organisé dans le 20^e arrondissement de Paris.

Ces différentes initiatives ne prêtent pas forcément à la critique. Le rassemblement du 18 janvier 2015 était une réponse à une manifestation d'extrême droite organisée le même jour pour « expulser tous les islamistes ». Et organiser des réunions contre l'état d'urgence ou marcher contre le racisme peut sembler juste. La question est de savoir qui organise ces initiatives, quelles idées s'y expriment, et ce que des militants qui se disent d'extrême gauche y font et y disent.

Ces rassemblements ont tous été en réalité des tribunes pour des organisations islamistes et communautaristes.



Manifestation du 18 janvier 2015, « contre l'islamophobie », quelques jours après les attentats.

Lors du rassemblement du 18 janvier 2015, des jeunes brandissent des drapeaux algériens, turcs, marocains, des panneaux portant des sourates du Coran, et une grande banderole : « Touche pas à mon prophète ».

Le meeting du 6 mars 2015 était coorganisé par l'UOIF. Celui du 11 décembre faisait, lui aussi, la part plus que belle aux militants religieux. Certes, des laïcs (journalistes du *Monde diplomatique* ou représentante du Syndicat de la magistrature) s'y sont exprimés, mais en partageant la tribune avec Tariq Ramadan, Ismahane Chouder, porte-parole de PSM, ou Marwan Muhammad, porte-parole du CCIF.

On retrouve les mêmes parmi les signataires de l'appel pour le meeting d'Alcir du 21 septembre 2016. Le nom des porte-parole des associations et groupes religieux musulmans figure sur l'affiche, ornée d'une photo d'une femme voilée drapée... dans un drapeau bleu-blanc-rouge.

Parmi les signataires de cet appel on trouve le NPA, qui a appelé à ce meeting sur son site, avec cette affiche puant le patriotisme et le républicanisme.

Ces différentes initiatives se sont faites avec la participation ou le soutien de groupes ou partis de gauche (Attac, Ensemble,

EELV) ou d'extrême gauche (anarchistes libertaires, antifax, NPA). Et le 18 décembre 2016 encore, a eu lieu une conférence internationale contre l'islamophobie et la xénophobie, à Saint-Denis, à laquelle appelaient conjointement le Parti des indigènes de la République et le NPA, et dont l'appel était signé par Olivier Besancenot et Tariq Ramadan.

DES ORGANISATIONS OBSCURANTISTES ET RÉACTIONNAIRES

Il est vrai que le NPA reconnaît des désaccords politiques avec certaines de ces organisations. Certes ! Quand on sait qui sont ces porte-parole de l'anti-islamophobie à côté desquels une partie du NPA juge bon de s'afficher, on est même en droit de juger que le mot est faible.

L'UOIF ? Elle a participé, en toute logique, aux défilés contre le mariage homosexuel. Elle a notamment accueilli dans ses congrès Christine Boutin, Dieudonné, Alain Soral, et les deux égéries de la Manif pour tous, Frigide Barjot et Ludovine de La Rochère. Réactionnaires de toutes religions, unissez-vous !

Le CCIF est représenté par Marwan Muhammad. Cet ancien trader donne aujourd'hui des conférences en compagnie d'Abou Houdeyfa, l'imam de

Brest qui explique dans ses prêches que ceux qui écoutent de la musique « seront transformés en singes ou en porcs ». Marwan Muhammad signe régulièrement des communiqués communs avec Idriss Sihamedi, responsable de l'association BarakaCity, lequel, sur un plateau télé en janvier 2016, expliquait qu'il était « un musulman normal », et qu'en conséquence il « ne serre pas la main des femmes ». Récemment Marwan Muhammad, lors d'un débat, a affirmé que la polygamie ne le regardait pas, puisqu'elle était, « comme l'homosexualité, un choix de vie personnel ».

Terminons ce bref tour d'horizon avec l'association PSM (Participation et spiritualité musulmanes), représentée entre autres par Ismahane Chouder, militante provoile, antiavortement et homophobe, qui se définit pourtant comme féministe et a pris la parole dans tous ces meetings. Hassan Aglal, un militant marocain du NPA, plus lucide que nombre de ses camarades, écrit dans une tribune intitulée *Assez de PSM dans nos luttes* : « Participation et spiritualité musulmanes (PSM) est l'association qui représente en France le mouvement Al Adl Wal Ihsane (Justice et bienfaisance), mouvement de l'islam politique fondé en 1973 au Maroc par le mystique soufiste Abdellassame Yassine. » Ce groupe est notamment responsable, au Maroc, « de l'assassinat de deux étudiants d'extrême gauche », en 1991 et 1993.

LE RETOUR DES «RACES»

Le Parti des indigènes de la République (PIR) est lui aussi présent à tous ces rassemblements, quand il n'en est pas l'organisateur.

Le PIR ne se place, lui, pas seulement sur le terrain de la lutte contre l'islamophobie, mais plus généralement sur

celui de la défense politique de tous ceux qu'il appelle les indigènes, c'est-à-dire des victimes du colonialisme. Enfin, pas toutes: le PIR, peut-on lire sur la page de présentation de son site, «constitue un espace d'organisation autonome de tous ceux qui veulent s'engager dans le combat contre les inégalités raciales qui cantonnent les Noirs, les Arabes et les musulmans à un statut analogue à celui des indigènes dans les anciennes colonies». Il semble que les Asiatiques, pourtant tout autant victimes des horreurs de la colonisation et de l'impérialisme, n'intéressent pas particulièrement le PIR.

Ce parti, qui a notamment été à l'origine de la Marche pour la dignité et contre le racisme d'octobre 2015, se réclame non seulement de la défense de la religion musulmane mais, au-delà, remet au goût du jour un terme utilisé par l'extrême droite: la «race». Ce mot, que des générations de militants du mouvement ouvrier et de scientifiques ont banni de leur vocabulaire, pour la bonne et simple raison que les races n'existent pas dans l'espèce humaine, revient ces derniers temps, y compris dans l'extrême gauche, sous sa forme brute ou à travers le néologisme «racisé». Ce mot est utilisé sans la moindre nuance dans des dizaines de publications, tracts, journaux, discours, jusqu'au NPA.

Ces idées se sont tellement diffusées, au moins dans une fraction de la jeunesse militante, que des organisations de cette mouvance ont pu convoquer à Reims, du 25 au 28 août 2016, un «camp d'été décolonial» dans lequel les «non-racisés» (c'est-à-dire les Blancs) étaient tout bonnement interdits. Lors du mouvement contre la loi travail, au printemps dernier, des AG ont été organisées dans des facultés, notamment à Saint-Denis et à Tolbiac à Paris, réservées aux

«racisés».

Le PIR se veut le porte-parole de cette évolution. Il étudie toute la société sous le prisme de la couleur de la peau, jamais sous celui des classes sociales ni des rapports économiques. Il assume totalement cette vision raciale, fondée sur l'idée que les Blancs sont tous coupables de l'oppression des peuples coloniaux hier, et des immigrés aujourd'hui. Dans son dernier livre, *Les Blancs, les Juifs et nous*, la porte-parole du parti, Houria Bouteldja, écrit: «Au-dessus de moi, il y a les profiteurs blancs. Le peuple blanc, propriétaire de la France: prolétaires, fonctionnaires, classes moyennes. Mes oppresseurs. Petits actionnaires de la vaste entreprise de spoliation du monde.» Puis: «*Le Français, dans son bureau, ça roule pour lui. L'Arabe, lui, est balayeur.*»

Ce livre abject défend les idées les plus réactionnaires, à commencer par un antisémitisme nauséeux («*Vous les Juifs [...] je vous reconnaîtrais entre mille, votre zèle est trahison.*»), une homophobie assumée, une exaltation de «*la redoutable et insolente virilité islamique*» (sic), et une prise de position contre le féminisme, dénoncé comme une exportation blanche: «*Mon corps ne m'appartient pas. Aucun magistère moral ne me fera endosser un mot d'ordre conçu par et pour des féministes blanches. [...] J'appartiens à ma famille, à mon clan, à mon quartier, à ma race, à l'Algérie, à l'islam.*»

Ces propos devraient suffire, lorsque l'on est communiste révolutionnaire, à s'interdire de faire tribune commune avec ceux qui les profèrent et qui sont pour nous ni plus ni moins que des ennemis politiques.

LE «FÉMINISME BLANC»

Une partie de l'extrême gauche, dans la foulée de la



Affiche pour le meeting du 21 septembre 2016 organisé par l'Association de lutte contre l'islamophobie et les racismes (ALCIR), soutenu par le NPA, avec une photo célébrant à la fois le voile et le drapeau français !

mouvance islamiste et du PIR, se débarrasse donc du féminisme d'un revers de la main en introduisant la notion, relativement nouvelle, de «féminisme blanc». Les femmes qui interviennent dans les meetings que nous avons mentionnés se disent toutes féministes, mais d'un féminisme islamo-compatible, qui consiste à dire: «Je suis une femme, donc je fais ce que je veux, et si j'ai envie de me cacher derrière un voile cela ne regarde que moi.»

C'est une nouvelle variante du relativisme culturel, qui affirme depuis bien longtemps déjà que, européens et impérialistes que nous sommes, nous n'aurions pas à juger des pratiques «culturelles» des autres pays, en particulier ceux qui ont été colonisés.

Nous nous sommes déjà exprimés sur le paternalisme que sous-tend cette pseudo-théorie, lorsqu'elle est défendue par des militants de gauche ou d'ex-



Houria Bouteldja, une des porte-parole du Parti des indigènes de la République, dans un cortège de soutien au Hamas.

trême gauche européens : le port du voile, par exemple, leur serait insupportable, à eux. Mais ils l'estiment assez bon pour des femmes musulmanes. Pourquoi ? Parce qu'ils les estiment moins évoluées qu'eux ?

Non, le fait d'exciser les femmes ou de les inciter ou les forcer à vivre toute leur vie cachées aux yeux des hommes, dans une forme d'apartheid sexuel permanent, n'est pas une « pratique culturelle » au même titre qu'une danse folklorique. C'est une attaque sauvage contre la moitié de l'humanité.

Bouteldja, qui dit préférer appartenir « à [sa] race et à l'islam » plutôt que de dire que son corps lui appartient, va même plus loin : « *Un féminisme décolonial doit avoir comme impératif de refuser radicalement les discours et pratiques qui stigmatisent nos frères.* » Elle absout ainsi d'avance les lapideurs de femmes et les exciseurs, au nom du féminisme décolonial.

On peut également mentionner le récent livre de Nargesse Bibimoune, *Confidence à mon voile*. On y lit par exemple : « *Mon cher voile, dis-leur que tu es la preuve de ma soumission à Dieu et uniquement Lui ! Dis-leur*

qu'à mes yeux tu es un instrument d'émancipation face à une société qui souhaiterait me dicter ma manière d'être une femme libérée. »

Les militantes comme Nargesse Bibimoune ou Houria Bouteldja choisissent donc d'être des esclaves volontaires de dieu ou des hommes. Tant pis pour elles. Mais nous, militants communistes et révolutionnaires, nous pouvons aussi choisir notre camp : dans l'affaire du voile, puis celle du burkini, des dizaines de féministes algériennes, turques, marocaines se sont exprimées pour dire leur rage devant la complaisance de l'extrême gauche française face à ces symboles d'oppression, elles qui risquent tous les jours leur vie à les refuser. C'est à elles que vont notre solidarité et notre respect.

LA COMPLAISANCE DE L'EXTRÊME GAUCHE

Une partie de la « gauche de la gauche » organise avec ce milieu réactionnaire toutes sortes d'initiatives, leur ouvre ses colonnes ou discute doctement avec eux de leurs positions.

Ce n'est pas par accident. Il y

a longtemps que la LCR, et plus encore le NPA, se refusent à critiquer clairement le voile, et font preuve vis-à-vis de l'islam d'une bonne dose de démagogie. On se souvient de l'affaire de la candidate voilée du NPA dans le Vaucluse, en 2011. Se refusant à affirmer sans ambages le caractère oppressif du voile et de ses divers avatars vestimentaires, des membres de ce parti sont allés par exemple, en août dernier, jusqu'à organiser dans le cadre de leur université d'été une manifestation pour défendre le droit des femmes à porter le burkini, aux cris de « *Trop couvertes ou pas assez, c'est aux femmes de décider* ». On n'est, on le voit, pas très loin du féminisme décolonial.

Le NPA a déclaré, à la suite d'une réunion de sa direction nationale les 17 et 18 septembre dernier, que « *le NPA, ses militants, ses porte-parole et son candidat seront au cœur de l'action contre le racisme et l'islamophobie* ». Un communiqué du 16 octobre appelle à « *faire de la lutte contre l'islamophobie une véritable priorité* ».

Cela n'a rien de fortuit, de la part d'un courant qui a pour habitude d'épouser les idées d'autres courants, dans l'espoir de gagner l'oreille de telle ou telle fraction de la jeunesse, de la petite bourgeoisie intellectuelle ou du monde du travail. Autrement dit : tentons d'attirer les jeunes des banlieues à nous... en nous rangeant derrière des organisations qui, elles, disent ce que ces jeunes veulent entendre, quelque réactionnaires que soient leurs idées.

Cet opportunisme est une vieille tradition d'une partie du mouvement trotskyste, la même qui l'a conduite, dans le passé, à soutenir sans s'en démarquer les nationalistes des pays colonisés, comme le FLN algérien, ou certains courants staliniens, à trouver des vertus aux associations les plus réfor-

mistes, comme Attac, ou à faire les yeux doux aux décroissants.

COMMUNISME ET RELIGION

Pour justifier leur indulgence pour l'islam politique, les divers groupes d'extrême gauche qui gravitent dans ce mouvement cherchent des justifications théoriques.

La religion musulmane, expliquent-ils d'abord, serait, en France, une religion d'opprimés et, à ce titre, non comparable aux autres religions qui, elles, seraient du côté des oppresseurs.

Que l'islam soit en France une religion majoritairement pratiquée par des opprimés, c'est-à-dire des prolétaires, c'est une certitude. Mais faire ce constat doit-il mener à se montrer conciliant avec cette religion? Bien au contraire! Davantage encore, justement parce que ceux qui sont touchés par cette religion sont les nôtres, nous devons la combattre! La classe ouvrière, précisément parce qu'elle est la classe opprimée de la société, a moins accès au savoir, à la culture que d'autres couches de la société, ce qui la rend plus perméable à tous les préjugés. Et si ceux-ci prennent la forme de préjugés religieux parmi les travailleurs d'origine maghrébine ou africaine, ils en prennent d'autres, dans d'autres couches du prolétariat. À commencer par le racisme, hélas bien présent dans la classe ouvrière française. Et pourtant, aucun militant n' imagine ne pas le combattre sous prétexte qu'il s'agit de préjugés d'opprimés. Pourquoi en serait-il autrement avec la religion?

Autre argument: le marxisme n'aurait pas de vraie tradition antireligieuse. C'est par exemple ce que prétend un enseignant de Seine-Saint-Denis, qui défend la liberté de porter le voile à l'école, Pierre Teva-

nian. Son ouvrage, *La haine de la religion*, explique, en le falsifiant, que Marx n'était finalement pas si antireligieux que cela. On y lit: «*C'est aujourd'hui l'athéisme et le combat antireligieux, l'irreligion en somme, qui peut être considérée comme l'opium du peuple de gauche.*»

Que le marxisme ne se soit jamais donné comme objectif prioritaire de faire de la propagande antireligieuse, certes. Les communistes ne sont pas des laïcards, du nom de ce courant de bourgeois radicaux au tournant des 19^e et 20^e siècles qui considéraient que la lutte contre la religion était plus importante que la lutte des classes, ou plutôt qui préféreraient largement que les ouvriers se battent pour la laïcité plutôt que pour remettre en cause l'ordre social.

Marx savait que les préjugés religieux étaient les conséquences de l'oppression, et qu'ils ne disparaîtraient pas avant une transformation profonde de la société, en d'autres termes, avant que la société communiste, en supprimant l'exploitation et l'oppression, supprime du même coup les causes de la religion. Et la ligne de démarcation que tracent les communistes, dans la société actuelle, n'est pas entre les laïcs et les religieux, mais entre les prolétaires et les bourgeois.

Pour autant, les marxistes ont toujours considéré la propagande antireligieuse comme indispensable. Être communiste, c'est être matérialiste, et être matérialiste, c'est être athée. On peut être athée et se battre, dans une grève, aux côtés d'un travailleur croyant. Mais cela n'empêche pas qu'il est du devoir de n'importe quel révolutionnaire communiste d'essayer d'arracher non seulement les militants qu'il veut gagner à sa cause, mais même ses camarades de travail et de lutte, à l'emprise de la religion. Trotsky l'expliquait, en 1923: «*Nous adoptons une attitude*

tout à fait irréconciliable vis-à-vis de tous ceux qui prononcent un seul mot sur la possibilité de combiner le mysticisme et la sentimentalité religieuse avec le communisme. La religion est irréconciliable avec le point de vue marxiste. Celui qui croit à un autre monde ne peut concentrer toute sa passion sur la transformation de celui-ci.» Et à la fin des années 1930 il écrivait encore, dans *Défense du marxisme*: «*Nous, les révolutionnaires, nous n'en avons jamais fini avec les problèmes de la religion, car nos tâches consistent à émanciper non seulement nous-mêmes mais aussi les masses de l'influence de la religion. Celui qui oublie de lutter contre la religion est indigne du nom de révolutionnaire.*»

LE PIÈGE DE «L'ISLAMOPHOBIE»

Il est donc évidemment possible de lutter à la fois contre les discriminations racistes et contre la religion.

C'est la raison pour laquelle le terme d'islamophobie nous a paru ambigu, et il l'est toujours par certains aspects, bien que le mot soit devenu d'usage courant. Nous rejetons et combattons les discriminations qui peuvent s'exercer à l'encontre des musulmans, parce que nous sommes pour la liberté de culte. Mais nous sommes athées, opposés à toutes les religions. Et l'équation, imposée par les islamistes et leurs amis, selon laquelle lutter contre la religion musulmane signifierait être raciste, est une escroquerie.

Une partie de la classe politique française actuelle rejette et discrimine les musulmans, en tout cas les pauvres, ceux des cités et des usines, car elle ne rejette certainement pas les milliardaires des théocraties du Golfe. Et il est compréhensible que nombre de jeunes se sentent victimes d'une oppres-

sion spécifique, qui existe bel et bien. Comment admettre que les politiciens de droite, qui hurlent à la laïcité et veulent interdire les menus de substitution dans les cantines, soient les mêmes qui combattent pour permettre l'installation de crèches de Noël dans le hall de leur mairie ?

La laïcité des politiciens bourgeois d'aujourd'hui est à géométrie variable, et elle est tournée contre la religion musulmane, comme elle l'a été en d'autres temps contre les Juifs. Et c'est d'autant plus choquant que les mêmes n'ont pas hésité, dans le passé, à se servir de l'islam pour tenter de canaliser la colère et le ressentiment des jeunes des banlieues, comme le fit Sarkozy lorsqu'il créa le Conseil national du culte musulman.

DÉFENDRE LE COMMUNISME

Mais nous estimons que c'est notre rôle, en tant que communistes, de dénoncer l'emprise de la religion musulmane sur la jeunesse d'origine immigrée; de nous battre, de militer pour essayer d'arracher celle-ci au «*brouillard de la religion*», comme écrivait Marx, pour lui ouvrir les yeux, lui faire comprendre que son émancipation ne se fera pas par la soumission à des principes religieux d'un autre âge, mais dans l'union de classe avec le reste du prolétariat.

Notre tâche de révolutionnaires n'est pas de conforter les travailleurs dans leurs préjugés religieux, mais de les combattre. D'expliquer que l'islam politique, fût-il radical, n'a jamais combattu l'oppression sociale; que c'est un courant profondément anticomuniste; que là où il est au pouvoir, il

l'est aux côtés de la bourgeoisie, réprime les grèves et assassine les militants ouvriers; que l'islam, comme toutes les religions, prône la soumission et la résignation face à l'ordre social, en un mot que les partis politiques islamistes sont des partis bourgeois. De reprendre à l'identique, en ajoutant simplement au mot christianisme ceux de judaïsme et d'islamisme, les paroles de Marx : «*Les principes sociaux du christianisme prêchent la lâcheté, le mépris de soi, l'abaissement, la servilité, l'humilité, bref toutes les qualités de la canaille; le prolétariat, qui ne veut pas se laisser traiter en canaille, a besoin de son courage, du sentiment de sa dignité, de sa fierté et de son esprit d'indépendance beaucoup plus encore que de son pain.*»

C'est notre rôle d'expliquer aussi que, si les musulmans sont victimes de discriminations, c'est aussi un résultat de la politique des groupes djihadistes eux-mêmes, dont le caractère aveugle des attentats vise précisément et consciemment à provoquer des réactions de rejet contre les musulmans chez les Français non issus de l'immigration. Les travailleurs musulmans, en France, sont les secondes victimes des attentats, après les morts et les blessés. Il s'agit d'une politique consciente des dirigeants de l'islam politique, qui raisonnent de la même façon que les dirigeants impérialistes, et sont tout autant des ennemis des opprimés.

Pour mener ces luttes et défendre ces idées, les précédents dont on peut s'inspirer ne manquent pas, à commencer par l'exemple du bolchevisme. Car les actuelles attaques islamophobes ne sont rien à côté de ce qu'était l'antisémitisme dans la Russie tsariste, qui prenait la forme de pogromes et de massacres de masse. Les militants

bolcheviks, dans ce contexte, n'ont pas choisi la démagogie vis-à-vis du nationalisme juif, et encore moins de la religion, mais ont lutté inlassablement pour arracher les opprimés juifs à cette influence, et les intégrer dans le combat général mené par le prolétariat. Le rôle des militants juifs dans le Parti bolchevik et dans la Révolution russe montre à quel point ils ont réussi.

* * *

Aujourd'hui, 170 ans après le *Manifeste communiste*, il faut apparemment encore rappeler que le communisme n'est pas compatible avec la religion.

Il est affligeant de voir des prétendus révolutionnaires se solidariser avec des rebuts d'idées que l'on trouve dans des livres comme ceux de Houria Bouteldja. Ces idées sont la négation même des idées communistes.

Cette évolution est un symptôme du recul réactionnaire qui touche la société. Le seul remède contre ce délitement, c'est de défendre sans relâche les perspectives communistes, l'idée qu'on ne peut pas combattre l'oppression en défendant une autre forme d'oppression. C'est de garder sa boussole de classe, de se battre inlassablement pour redonner une conscience aux travailleurs plutôt que la diluer encore un peu plus, de militer pour construire un parti communiste ouvrier.

Dans ce combat, il est indispensable de gagner au communisme des jeunes travailleurs issus de l'immigration, non pas en encourageant leurs préjugés religieux mais en en faisant des révolutionnaires, c'est-à-dire des athées, capables de contrebalancer dans leur propre milieu les idées propagées par les ennemis du mouvement ouvrier.

15 janvier 2017



Végétarisme, véganisme et antispécisme: à propos de la considération humaine pour la souffrance animale

Des vidéos chocs des conditions d'abattage des animaux à la remise en cause d'habitudes alimentaires voire vestimentaires, en passant par la dénonciation de l'industrie agroalimentaire, la cause animale est arrivée sur le devant de la scène.

Une des associations emblématiques de ce courant, l'association L214 Éthique et Animaux, dont les vidéos et photos d'animaux maltraités ont été largement diffusées, n'existe que depuis 2008. Et comme l'a dit à la presse un de ses responsables à l'occasion d'une manifestation contre l'abattage des vaches gestantes rassemblant plusieurs centaines de personnes et relayée par les médias: «*Ily a dix ans, pour une action comme celle-là, on aurait été dix et on se serait fait charrier tout l'après-midi.*»

S'appuyant sur cette sensibilisation d'une partie de la population, il y a quelques mois, plusieurs personnalités du monde du spectacle, des médias et des écrivains ont publié une tribune dans la presse sous la forme d'un plaidoyer pour le véganisme. Ils y défendaient l'idée d'une alimentation uniquement végétale et le refus de consommer des produits issus de l'exploitation des animaux, comme les pulls en laine, les chaussures en cuir ou encore le miel des abeilles par exemple.

Comme c'est le cas dans d'autres pays riches, un véritable courant s'est développé, touchant essentiellement une partie de la petite bourgeois-

sie et ayant également un écho parmi les jeunes.

PRENDRE EN CONSIDÉRATION LA SOUFFRANCE ANIMALE

Les idées sur les liens entre les êtres humains et les animaux n'ont cessé d'évoluer, tant du point de vue des conceptions philosophiques et scientifiques que du point de vue des sentiments de la majorité des gens. En Europe, jusqu'au 18^e siècle, même les penseurs les plus avancés considéraient que, par rapport au monde

animal, ce qui faisait la spécificité humaine était d'avoir une âme. Les premiers matérialistes de ce 18^e siècle eurent l'audace d'imaginer que de la seule matière et de son organisation puissent émerger non seulement la vie mais aussi la pensée, renouant ainsi le lien entre l'humanité et toutes les espèces vivantes. Puis Darwin, avec la découverte de l'évolution des espèces, a donné des fondements scientifiques précis à cette vision unifiée des êtres vivants. À partir du 19^e siècle, dans les villes des pays les plus industrialisés, à commencer par la Grande-Bretagne, où la



Une femelle chimpanzé joue avec un bébé tigre blanc dans un zoo de Caroline du Sud.

première loi sur la protection des animaux date de 1825, des sentiments différents envers les animaux ont commencé à émerger publiquement. Ceux-ci attisaient en retour l'intérêt scientifique pour l'étude du comportement des animaux.

Aujourd'hui, les découvertes scientifiques nous permettent de comprendre la sensibilité des différentes espèces animales en comprenant leur système nerveux. Nous savons que certaines espèces ont un langage qui peut même être très élaboré et que certaines, les plus évoluées, sont capables d'avoir une conscience de soi comme les grands singes, avec tout ce que cela implique de conscience des autres et de sensibilité à la souffrance d'autrui. Le primatologue Franz de Waal a raconté qu'il avait observé une femelle bonobo, espèce très proche des chimpanzés, aider un oiseau blessé à s'échapper de l'enceinte du zoo où elle-même était retenue. Mais de toutes les espèces animales, l'espèce humaine est celle qui a pu produire la pensée abstraite la plus élaborée, socle de tout notre développement social. Et notre sensibilité à la souffrance d'autrui jusqu'à la sensibilité à la souffrance des autres espèces animales, ce respect de l'autre et de la vie en général, est d'abord l'expression de la capacité, grâce à notre pensée abstraite, de nous mettre à la place de l'autre.

C'est aussi cette capacité qui est à la base de la soif de compréhension de l'espèce humaine et donc du progrès scientifique. En retour, ce progrès scientifique a constamment élargi l'horizon de notre compréhension du monde. C'est ainsi que l'humanité a pris conscience de la nécessité d'être responsable de son environnement et des conséquences de son action. La prise en considération de la

souffrance animale fait partie de ces préoccupations et de cette conscience. C'est une préoccupation fondamentalement progressiste et il est positif que ce genre de problèmes émerge.

Les marxistes, à commencer par Marx lui-même, dès avant le succès du darwinisme, ont toujours vu en l'être humain un produit de la nature. Et la philosophie marxiste a toujours défendu l'idée du respect de cette nature et de toutes ses formes de vie, non à partir d'une conception mystique, mais à partir de la conscience que notre destin y était lié. Ce que Marx résumait dans son ouvrage *Le Capital* en écrivant : «*La société elle-même n'est pas propriétaire de la Terre. Il n'y a que des usufruitiers qui doivent l'administrer en bons pères de famille, afin de transmettre aux générations futures un bien amélioré.*»¹

Mais si l'humanité peut avoir une conscience toujours plus aiguë de ce qu'elle devrait faire, son organisation sociale la paralyse. L'économie capitaliste, fondée sur la propriété privée des moyens de production et la sacro-sainte concurrence, l'empêche de planifier l'ensemble de ses actions, donc de les maîtriser et d'en contrôler les conséquences. Et c'est ignorer l'essentiel que de ne pas prendre conscience de cet obstacle fondamental au progrès humain et à une gestion harmonieuse entre les actions humaines et l'environnement dont fait partie le monde animal. C'est d'autant plus le cas que l'organisation capitaliste marque aussi au fer rouge de la recherche du profit toute l'organisation économique et toute la production. Rien n'y échappe, ni la production de nourriture, ni même bien sûr les conditions d'élevage et d'abattage des animaux.

LES PROFITS DE L'AGROALIMENTAIRE, AUX DÉPENS DES ANIMAUX ET DES HOMMES

En mars 2016, une vidéo tournée en cachette dans un abattoir du Pays basque par l'association L214 montrait comment certains animaux étaient saignés alors qu'ils étaient encore conscients, ce qui est illégal. À l'époque, le gouvernement avait réagi en annonçant des inspections systématiques de tous les abattoirs. Par la suite, d'autres vidéos filmées en caméra cachée par la même association ont rendu publiques les conditions d'abattages des bovins, des moutons, des cochons ou des chevaux.

L'objectif de cette association est de dénoncer l'abattage des animaux. Mais ce que montrent aussi ces vidéos, c'est la réalité du travail dans les abattoirs : un travail à la chaîne, déshumanisant, comme il en existe dans de nombreuses entreprises de production de différents secteurs de l'économie ; un travail rendu peut-être encore plus dur et plus violent justement par la souffrance et la mise à mort des animaux. Ce n'est pas ce sur quoi les associations de défense des animaux, ni la presse, ont insisté. Pourtant, toute une partie du problème est là. La situation des animaux dans les élevages et les abattoirs est, comme celle des travailleurs, soumise à la pression du profit capitaliste. Directement dans les abattoirs privés, indirectement dans les abattoirs publics, où elle est contrainte par les économies budgétaires. Et comment pourrait-il en être autrement ? Peut-on imaginer une multinationale de l'agroalimentaire accepter de voir réduire ses profits ou sa part de marché par souci de la souffrance animale ? Peut-on imaginer un gouvernement

1 Livre III, section 6, chapitre 46

qui ne cesse de couper dans les budgets publics comme ceux des hôpitaux avec tout ce que cela a de criminel, n'agissant pas de même avec les services vétérinaires responsables du contrôle des abattoirs? Même du simple point de vue de la souffrance animale, ne pas voir le rôle fondamental que joue cette recherche du profit revient à éluder les vraies causes des maltraitements dénoncés. Et alors, plutôt que d'aborder le problème en réfléchissant du point de vue de la remise en cause globale de l'organisation économique et sociale actuelle, certains préfèrent se tourner vers le végétarisme voire le véganisme.

VÉGÉTARISME ET VÉGANISME : DU GESTE INDIVIDUEL AUX CONCEPTIONS MALTHUSIENNES

Manger de la viande ou ne pas en manger est un choix personnel qui peut avoir des motivations extrêmement diverses comme des raisons de santé ou encore des habitudes alimentaires. Il y a aussi des centaines de millions d'êtres humains qui sont végétariens de fait, car la viande leur est inaccessible. Mais il y a ceux qui sont végétariens pour marquer leur opposition à ce qui se pratique dans les abattoirs ou pour dénoncer le fait de tuer des animaux pour se nourrir. Les véganes, adeptes du véganisme, sont des végétariens qui, en plus de ne pas manger de nourriture animale, refusent de consommer tout produit issu de l'exploitation des animaux.

Ces gestes individuels peuvent résonner comme des attitudes conséquentes. Et du strict point de vue de la souffrance animale, elles le sont. Mais si on prend un peu de recul, ces démarches sont dérisoires, y compris dans leur dénonciation.



Une chaîne de production dans un abattoir d'agneaux.

Ceux qui se refusent à manger de la viande doivent bien se nourrir. Or, quelle production alimentaire n'est pas entachée d'oppression et d'exploitation? Ce ne sont pas les fruits et les légumes qui souffrent, certes. Mais ceux qui les cultivent et les récoltent. Là aussi des vidéos ont révélé des choses choquantes. Des reportages ont montré par exemple l'exploitation féroce de travailleurs maghrébins, essentiellement des femmes, dans des serres du sud de l'Espagne et l'ambiance raciste et machiste qui pouvait y régner. En France même, l'exploitation féroce est la règle à l'égard des ouvriers agricoles, souvent immigrés. Et qu'en est-il des conditions de travail dans le reste des usines de l'agroalimentaire? Elles ne sont pas meilleures que celles des abattoirs!

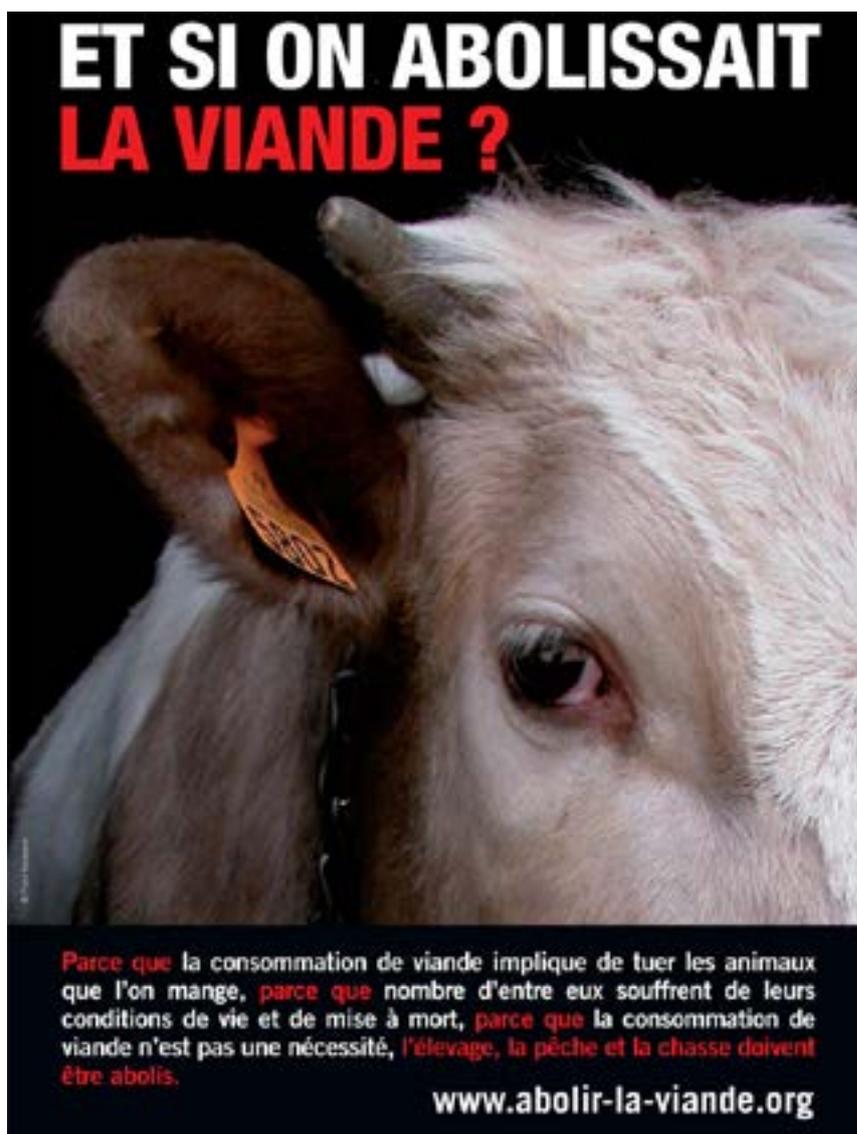
Quant à ceux qui refusent tout produit de l'exploitation des animaux, comme les vêtements en cuir ou en laine, ils semblent faire bien peu de cas de l'exploitation des êtres humains. L'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh, le 24 avril 2013, qui avait fait 1138 morts et plus de 2000 blessés, avait révélé à l'opinion publique mondiale les conditions de travail chez ces sous-traitants du textile d'un grand nombre de grandes marques aux quatre

coins de la planète. Et on pourrait prendre de très nombreux exemples car tout ce qui est produit dans cette société capitaliste l'est par des travailleurs, des ouvriers, des employés, des petits paysans, dont des centaines de millions n'ont pas d'autre choix pour survivre que d'aller se faire exploiter dans une usine, un port, un entrepôt, un champ... et dont la vie ne vaut, aux yeux de leurs exploiters, parfois pas beaucoup plus cher que celle d'un animal de compagnie. Il y a quelques années, un véritable courant existait également ici dans les pays riches pour dénoncer cette exploitation féroce dans les pays pauvres, à commencer par celle des enfants. Mais d'une cause à l'autre, tout s'est passé comme si, dans cette époque de reculs et de renoncements, devant l'immensité de la tâche que représentait la lutte contre l'exploitation, une certaine opinion publique avait fait le choix de se rabattre vers quelque chose de plus à portée de dénonciation comme la cause animale.

Il n'empêche que toute l'économie mondiale est fondée sur l'exploitation. De la plus barbare, dans tous les sens du terme, comme celle qui peut exister en Afrique dans les mines des régions diamantifères, à la plus moderne et la

plus sophistiquée mais qui peut être aussi meurtrière. Les filets antisuicides des usines du géant Foxconn, sous-traitant d'Apple en Chine, en ont été un exemple frappant qui, lui aussi, a fait le tour du monde. Il ne s'agit sûrement pas de penser qu'il est possible de vivre en dehors de tout cela, et encore moins de s'y résigner, mais au contraire de combattre ce système dans sa globalité. Ce n'est pas au nom d'une généralisation de la dénonciation de tel ou tel aspect de l'économie capitaliste qu'en tant que communistes révolutionnaires nous menons notre combat. C'est au nom du combat global contre cette société d'exploitation, pour l'émancipation des opprimés et pour la mise en place d'une société communiste capable d'organiser démocratiquement la production à l'échelle mondiale, de la planifier, en prenant en compte les besoins de tous.

Enfin, dans ce courant qui va de ceux qui sont choqués par les révélations sur les pratiques d'abattage aux adeptes du véganisme le plus strict, il y a ceux qui théorisent qu'il faudrait aujourd'hui arrêter toute production de viande ou de poisson. Ceux-là ne se soucient pas des conséquences sur les centaines de millions voire les milliards d'êtres humains qui ne mangent pas à leur faim ou souffrent de carences alimentaires. Là, il ne s'agit plus de geste individuel mais d'un militantisme sur un terrain carrément réactionnaire. Ceux-là ne font que recycler les vieilles conceptions du pasteur anglais Malthus. Au début du 19^e siècle, alors que la révolution industrielle avait plongé dans la misère tant de travailleurs anglais, Malthus trouvait qu'il y avait trop de pauvres à nourrir et que le plus naturel était de les laisser mourir. Bien sûr, tous les végétariens ne sont pas malthusiens. Et la plupart de ceux qui sont sensibles à la souffrance animale sont aussi



sensibles à la souffrance humaine... mais pas tous.

L'ANTISPÉCISME, THÉORIE À LA MODE MAIS SANS FONDEMENT

Une des théories à la mode chez les véganes est « l'antisépécisme ». Ce terme a été inventé dans les années 1970 en extrapolant l'idée de l'antiracisme. Selon ses défenseurs, les êtres humains exploiteraient les animaux parce qu'ils les considéreraient comme inférieurs. Ce serait du « spécisme », tout comme le racisme serait le mépris d'une race envers une autre.

Cette analogie avec le racisme n'aide absolument pas à

voir clair. D'abord, il faut rappeler que les découvertes scientifiques ont montré qu'il n'y avait pas de races chez les êtres humains. L'humanité est biologiquement une et indivisible. Par contre, il y a des classes sociales, des oppresseurs et des opprimés. Le racisme n'est pas le produit d'une opposition entre races mais celui de la lutte entre classes sociales. C'est une idéologie au service des oppresseurs pour diviser les opprimés suivant leur origine géographique, la couleur de leur peau, leur religion, ou quelque autre prétexte que ce soit... Entre les espèces animales, il n'y a pas de lutte de classe, ni de lutte entre espèces. Il y a l'évolution. Et si on veut réfléchir aux rapports entre les êtres humains et les

espèces animales, c'est du côté de l'évolution biologique et sociale de l'espèce humaine qu'il faut regarder.

Pendant la plus grande partie de son histoire, l'humanité s'est comportée vis-à-vis du monde animal exactement comme les autres animaux entre eux. Les ancêtres des êtres humains ont d'abord été des charognards se nourrissant de cadavres d'animaux. Puis l'évolution biologique a transformé l'espèce humaine. Équipés d'armes et d'outils qu'ils ont été capables de fabriquer, les êtres humains sont devenus chasseurs, c'est-à-dire des prédateurs comme bien d'autres animaux. Enfin, l'évolution sociale prenant le relais de l'évolution biologique, l'humanité s'est mise à accumuler ses premiers savoir-faire et ses premières connaissances. Et dans différents endroits de la planète, indépendamment les uns des autres, il y a une dizaine de milliers d'années environ pour les premiers, certains êtres humains ont découvert la possibilité de domestiquer des animaux et de faire pousser des plantes. De prédateurs, ils sont devenus producteurs. Cette étape fondamentale de l'histoire humaine repose sur la domestication d'animaux et l'apparition de l'élevage. Mais cela n'aurait aucun sens de le regretter. Cette étape fondamentale a également entraîné la division de la société en classes, les inégalités sociales, et même le développement de l'esclavage et des guerres. Mais ce bouleversement fantastique, auquel de nombreux anthropologues ont tenu à donner le nom de révolution néolithique, a été le socle de tout l'essor de la civilisation humaine.

Dix mille ans plus tard, l'hu-



Reconstitution d'une des agglomérations les plus anciennes, le village néolithique de Catal Höyük situé dans l'actuelle Turquie.

manité pourrait-elle se passer de l'élevage ? Aujourd'hui, sachant que plusieurs milliards d'êtres humains ne mangent pas à leur faim, c'est une évidence que non ! Qu'en sera-t-il à l'avenir ? Comment l'humanité se nourrira-t-elle ? Quels seront alors les rapports entre les êtres humains et les animaux ? Ces questions sont légitimes. Mais il faut espérer que l'humanité se sera aussi débarrassée des inégalités sociales et de l'organisation économique capitaliste aberrante fondée sur la concurrence et la recherche du profit maximum. Alors, que pourrait faire une humanité capable d'utiliser le haut degré de développement des forces productives dans une économie planifiée démocratiquement à l'échelle mondiale ? C'est imprévisible car des possibilités immenses s'ouvriront alors.

La sensibilité à la souffrance animale est un sentiment profondément humain dans tous les sens du terme. C'est celui d'être touché par la souffrance d'autrui, d'être capable d'empathie envers les autres, y compris les animaux. Et ce genre de sen-

timent altruiste doit pousser à vouloir comprendre le monde actuel dans sa globalité. Car comprendre que l'humanité est aujourd'hui empêtrée dans des contradictions où une infime minorité exploiteuse profite de sa position dominante pour étouffer la société, est la clé de bien des problèmes.

Cette compréhension peut pousser à vouloir agir consciemment pour mener le combat contre le système capitaliste actuel. C'est-à-dire exproprier la classe dominante pour mettre l'économie mondiale au service de tous. C'est le communisme. Ce n'est sûrement pas la solution à tout. Mais c'est le seul moyen pour que l'humanité soit enfin en situation de maîtriser ce qui n'est en définitive rien d'autre que sa propre société, rien d'autre que le fruit de ses propres actions. Et c'est le seul moyen qu'elle puisse enfin gérer consciemment toutes les conséquences de ses actes jusqu'à, par exemple, sa manière de s'alimenter et ses rapports avec le reste du monde animal.

12 janvier 2017



Italie: la Constitution hors des mythes

Le référendum italien du 4 décembre sur la réforme constitutionnelle s'est soldé par un non massif à cette réforme et la démission du Premier ministre Matteo Renzi, qui en avait été le promoteur. Le non a été en grande partie une réaction populaire témoignant du mécontentement à l'égard du gouvernement Renzi, mais, parmi les partisans du non, on trouvait aussi bien les partis de droite – Forza Italia de Berlusconi et la Ligue du Nord de Matteo Salvini – qu'une partie de la gauche et de l'extrême gauche. Ces derniers motivaient leur non à une réforme de la Constitution en lui attribuant un caractère démocratique et social particulier, celui d'une République «née de la Résistance». Cet argument, traditionnel au sein de la gauche italienne, requiert quelques mises au point comme le fait l'article suivant, traduit du journal de nos camarades de l'Internazionale (Italie – UCI) et écrit à la veille du référendum.

Dans la campagne pour le référendum sur la réforme constitutionnelle du 4 décembre, de nombreux appels propagandistes ont fait référence aux origines de la Constitution italienne, à ses particularités et même à sa... beauté. Mais, au-delà de l'échéance référendaire, il est bon d'être clair sur cette question. En effet des idées et des mythes, autrefois largement diffusés surtout par le Parti communiste italien (PCI), sont aujourd'hui repris et recyclés par un vaste front de courants politiques et intellectuels plus ou moins de gauche, avec pour résultat d'augmenter la confusion et de mettre de nouveaux obstacles sur la voie de la maturation politique de la classe travailleuse.

LA GUERRE ET LA PEUR DE LA RÉVOLUTION

Comme une bonne partie des Constitutions européennes d'aujourd'hui, celle de l'Italie est un produit de la Deuxième Guerre mondiale. Pour mieux

dire, elle est un produit du nouveau partage du monde qui en a résulté. Plus même, elle reflète la peur, partagée par tous les gouvernements au cours du conflit et même avant celui-ci, que puisse se répéter ce qui déjà s'était produit à l'issue de la Première Guerre mondiale: un cycle de révolutions ou de tentatives révolutionnaires, qui en 1917 avait mené le prolétariat au pouvoir dans un pays, la Russie, et menacé sérieusement le système capitaliste dans nombre d'autres, dont l'Italie.

Bien sûr, le cadre avait alors changé. La révolution russe, dans la seconde moitié des années 1920 déjà, avait été dévorée par la dégénérescence bureaucratique, dont Staline et le stalinisme avaient été l'expression, et par le reflux des luttes ouvrières et paysannes en Europe, Amérique et Asie. En tout cas, la vague de grèves de 1943 et 1944 en Italie pouvait faire penser à l'approche d'une nouvelle crise révolutionnaire. Dans ces grèves, les militants liés au PCI clandestin avaient

eu un rôle fondamental.

Il est vrai que Staline avait déjà donné de grandes assurances à ses alliés anglais et américains sur le fait qu'il n'avait aucune intention d'impulser des révolutions sociales, ni dans les zones occupées par l'armée soviétique, ni en se servant des partis communistes d'Europe occidentale. Du reste, en 1943 il avait dissous l'Internationale communiste, dernier reste désormais formel de l'internationalisme révolutionnaire de Lénine. Trois ans auparavant, il avait fait assassiner Trotsky dans son exil mexicain, offrant un moment de soulagement aux gouvernements du monde entier. Encore auparavant, il s'était chargé d'éliminer les dirigeants révolutionnaires les plus influents dans le cours de la guerre civile espagnole qui avait éclaté en 1936. Mais personne, y compris Staline, ne pouvait garantir que la flamme de la révolution prolétarienne ne se serait pas rallumée.

Un premier reflet juridique de la peur des classes diri-

geantes fut en Italie le *Manifeste de Vérone* de la République de Salò de 1943. Mussolini et les fascistes tentaient de trouver un peu de bienveillance du côté d'une classe ouvrière rendue toujours plus hostile à la poursuite de la guerre et à l'aggravation de la misère. La seule épithète « sociale » accolée à la république mussolinienne en dit long à ce propos. Le *Manifeste de Vérone* fixe les règles pour la convocation d'une Assemblée constituante, définie comme « *pouvoir souverain d'origine populaire* » ; et le fait qu'il proclame que « *la base de la République sociale et son premier objet est le travail* » donne à réfléchir.

La ressemblance est évidente avec le premier article de la Constitution républicaine de 1946, si souvent évoqué par des politiciens et des dirigeants syndicaux qui présentent cette phrase vide comme un certificat de garantie du caractère de démocratie sociale qu'aurait l'État italien ou, mystification encore plus dangereuse, comme une sorte de police d'assurance pour la classe travailleuse. Ce n'est sans doute pas un hasard si le rédacteur de cet article fut le démocrate-chrétien Amintore Fanfani, qui fut un partisan convaincu du corporatisme fasciste et professeur de « mystique fasciste » ainsi que signataire du tristement célèbre *Manifeste pour la défense de la race* de 1938.

TOGLIATTI À LA REMORQUE DE LA BOURGEOISIE ITALIENNE

Le 2 juin 1946, un an après la fin de la guerre, la population italienne était appelée au même moment à élire les représentants à l'Assemblée constituante et à s'exprimer par référendum sur le maintien de la monarchie ou le passage à la république. Les événements qui accompagnèrent la convocation



Après l'attentat contre Togliatti, en juillet 1947: des manifestations imposantes auxquelles lui-même ordonna de mettre fin.



Le congrès du PCI stalinien en 1951, sous des mots d'ordre qui n'ont plus rien de révolutionnaire

de l'Assemblée constituante, le rôle des principaux partis qui la composaient, c'est-à-dire la Démocratie-chrétienne, le Parti communiste, le Parti socialiste, ne peuvent certes pas être analysés dans un seul article de journal. Contentons-nous de dire que ce qui pesa fortement fut les pressions exercées par les forces militaires alliées, par le Vatican, ainsi que la conduite du PCI de Togliatti. Déjà lors de ce qui fut appelé le « tournant de Salerne » de 1944, ce dernier expliqua péremptoirement à

un parterre incrédule de militants à peine sortis des persécutions fascistes que ce qui était à l'ordre du jour n'était pas le renversement de l'ordre capitaliste (ni même de la monarchie) mais seulement l'affirmation d'un régime constitutionnel et parlementaire. C'était la traduction italienne de la politique étrangère de Staline qui, à part le ton différent de la propagande, ne changea même pas lorsque, au cours de l'année 1947, on entra dans l'époque de la guerre froide.

Malgré cela, d'importants secteurs ouvriers, surtout dans les villes du Nord, considéraient que leur participation à la Résistance n'avait été que la première étape d'une révolution socialiste. On eut la preuve de la diffusion de ce sentiment quand, en juillet 1948, un étudiant de droite tenta à la vie de Togliatti, le secrétaire général du PCI. Les travailleurs descendirent dans la rue, se lançant dans une grande grève générale et une série de manifestations de caractère insurrectionnel. Le bilan fut de dizaines de morts et de centaines de blessés. Le secrétaire du PCI, de son lit d'hôpital, donna une nouvelle grande preuve de responsabilité en imposant la suspension de la grève et des manifestations de rue. Pour les cercles dirigeants de la bourgeoisie italienne, le rôle de la direction communiste en tant que soutien au capitalisme était définitivement confirmé.

Le Vatican doit encore à Togliatti et à son réalisme politique la confirmation des accords du Latran signés entre Mussolini et le cardinal Gasparri en 1929, qui furent insérés dans la Constitution à l'article 7. Les Partis socialiste et communiste auraient pu mettre la Démocratie chrétienne en minorité à l'Assemblée constituante, mais le PCI se rangea avec celle-ci contre le front des forces laïques. Ainsi, bien au-delà de la liberté du culte, on réaffirma une position privilégiée de l'Église catholique qui a permis jusqu'à aujourd'hui sa présence vaste et diffuse dans des domaines comme l'enseignement et la santé, en plus d'une série de facilités fiscales pour les autorités ecclésiastiques.

LES CONSTITUTIONS BOURGEOISES

Un examen plus approfondi

de la Constitution demanderait plus de place. Mais c'est justement parce qu'en fin de compte son originalité est bien moins grande que ses affinités avec les Constitutions démocratiques bourgeoises typiques qu'on peut en dire ce que déjà Marx disait de la Constitution française de 1848 à propos des libertés démocratiques: «*Chacune de ces libertés fut proclamée comme un droit absolu du citoyen français, mais toujours avec cette note marginale qu'elle n'était illimitée que dans la mesure où elle n'était pas bornée par les "droits égaux d'autrui et la sécurité publique", ou par des "lois ayant justement pour tâche de maintenir cette harmonie"*». En d'autres termes: au droit proclamé dans la première partie de chaque article s'ajoute presque toujours un renvoi aux modalités, aux formes, aux limites dans lesquelles un tel droit peut être exercé. Concernant la liberté de grève, la Constitution italienne spécifie ainsi: «*Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent*» (article 40). On peut en dire autant pour la liberté d'association, de réunion, de presse, etc.

Les quelques parties de la Constitution où des droits sont exprimés clairement et sans conditions ont été, au cours des décennies qui nous séparent de son entrée en vigueur, tout simplement ignorées par les gouvernements, les partis, et même la magistrature. C'est le cas de l'article 36, qui affirme garantir à chaque travailleur un salaire permettant une existence digne pour lui et sa famille. Cette arrogante indifférence à l'égard d'un article de la Constitution a aussi été celle des syndicats. L'abolition de l'échelle mobile des salaires et l'accord sur la concertation contractuelle de 1993, qui ont profondément contribué à l'appauvrissement de la classe ouvrière jusqu'à nos jours, vont

tout à fait en sens contraire de l'article 36.

En 2012, l'introduction de l'obligation d'un équilibre budgétaire par la modification de l'article 81 de la Constitution a éliminé en pratique la validité de tout droit constitutionnel. C'est comme s'il était écrit en bas de chaque article: «*Droit d'instruction, de soins médicaux, d'assistance aux handicapés, etc., mais seulement si cela n'implique pas un déficit budgétaire.*»

Pour conclure, le mythe de la Constitution ne tient pas à l'épreuve des faits historiques. Plus que de la Résistance, la Constitution est née des équilibres internationaux qui se sont établis dans l'après-guerre et de la nécessité d'amortir les possibles tendances révolutionnaires des classes travailleuses en faisant semblant de reprendre, à sa manière et dans un premier temps, leurs revendications. Le but était de garantir la continuité du pouvoir de la classe capitaliste. Ce qu'il pouvait y avoir de révolutionnaire dans la Résistance, en premier lieu les aspirations socialistes et communistes des militants ouvriers, a été éliminé du papier de la Constitution. Tout au plus il en a été fait une caricature.

Des fleuves de rhétorique patriotique ne peuvent effacer le caractère de classe du pouvoir politique, en Italie comme dans le reste du monde. Le pouvoir, jusqu'à nos jours, n'a jamais été dans les mains du peuple et la seule vraie souveraineté est celle du capital et de ses possesseurs. La Résistance n'a créé aucun parcours historique particulier pour l'Italie et son pâle reflet constitutionnel l'a encore moins fait. Les travailleurs d'Italie ont face à eux un appareil d'État, avec son Parlement, ses lois, sa Constitution, qui est fondamentalement un instrument aux mains de la grande bourgeoisie.



Le mouvement trotskyste et la révolution cubaine

La mort de Fidel Castro, le 25 novembre dernier, a été l'occasion pour la majorité des médias de déverser leur fiel sur le régime né de la révolution cubaine de 1959. Pour des commentateurs défendant le point de vue des possédants, le régime castriste n'est qu'une méprisable dictature puisqu'on n'y vote pas ; ils oublient que, si on vote aux États-Unis, le président peut être élu avec trois millions de voix de moins que sa rivale. Et personne n'a relevé que, malgré l'embargo et la disparition de l'aide soviétique, Cuba reste au 67^e rang dans le classement de 188 pays en fonction de leur indice de développement humain et, mieux encore, au 30^e rang pour l'éducation et au 33^e pour l'espérance de vie. Ces résultats, très enviables pour la plupart des pays du monde, y compris les États-Unis, expliquent à la fois l'élan populaire manifeste lors des obsèques du dirigeant cubain et la hargne des puissances impérialistes.

Nous ne revenons pas ici sur l'histoire de la révolution cubaine, mais sur le débat qu'elle déclencha au sein du mouvement trotskyste ; un débat commencé dès l'apparition des démocraties populaires, en Europe de l'Est après 1945.

En concluant que les démocraties populaires, la Chine de Mao et le Cuba de Castro étaient des États ouvriers, plus ou moins déformés puisque la classe ouvrière, à la différence de la révolution russe, n'y avait joué aucun rôle dirigeant, la majorité du mouvement trotskyste induisait que des forces politiques étrangères, voire hostiles, au prolétariat pouvaient néanmoins donner naissance à des États ouvriers.

L'Anticapitaliste (1/12/2016), l'hebdomadaire du NPA, et *Inprecor* (novembre-décembre), revue du Bureau exécutif de la IV^e Internationale, ont publié le même article de François Sábado sur Fidel Castro et la révolution cubaine. Il y reprend un aspect de l'appréciation du

courant international auquel appartiennent des militants du NPA, selon lequel « *l'alchimie entre Fidel et Che Guevara renoue avec les meilleures traditions internationalistes du mouvement ouvrier* » que seraient la conférence Tricontinentale de 1966, les maquis de Che Guevara au Congo en 1965 et en Bolivie en 1967, et l'intervention cubaine en Angola à partir de 1975. Mais il ne rappelle pas que son courant a considéré Cuba comme un État ouvrier ayant seulement besoin de quelques réformes. Il conclut sur sa crainte de le voir prendre la « *voie chinoise ou vietnamienne* », en clair celle du capitalisme.

On est loin de l'euphorie déclinée en 1959 par la victoire castriste chez les intellectuels et au sein de l'ancêtre du Bureau exécutif, le Secrétariat international (SI), courant dirigé alors par Michel Pablo, Pierre Frank, Ernest Mandel et Livio Maitan.

NAISSANCE MIRACULEUSE D'UN «ÉTAT OUVRIER PARTICULIER»

Lorsque la révolution cubaine éclata en janvier 1959, le mensuel français du SI, *La Vérité des travailleurs*, reprit un article de *Voz proletaria* (Voix prolétarienne), journal argentin du courant trotskyste latino-américain alors associé au SI, dirigé par Juan Posadas et ayant des camarades à Cuba. Le rédacteur estimait que, « *les armes à la main, les guérilleros peuvent aller très loin dans la pression sur le gouvernement et pour les décisions sociales, économiques et politiques* ». Mais « *jusqu'à maintenant le mouvement de Fidel Castro s'est borné à obtenir l'appui des populations paysannes. Aucun de ses mots d'ordre n'a été lancé pour obtenir l'appui du prolétariat. En plus de la composition bourgeoise de la direction du mouvement, son alliance avec Prio Socarras [président de la République de 1948 à 1952, renversé par un*



K.S. KAROL

Castro dans la Sierra Maestra.

coup d'État] ne pouvait attirer le soutien du prolétariat.»

En septembre-octobre 1959, la revue du SI, *Quatrième Internationale*, décrivait encore les dirigeants castristes pour ce qu'ils étaient: «une équipe d'origine sociale plutôt petite-bourgeoise et même intellectuelle, que ne soutient aucun parti, aucun mouvement politique organisé», ayant «des traits particuliers aux révolutionnaires de 1848 et aux Zapata mexicains de 1911» et soulignait que «les formes de l'appareil étatique sont, malgré l'épuration du personnel, restées les mêmes, c'est-à-dire bourgeoises». Elle concluait: pour que la «révolution cubaine se maintienne et réalise ses objectifs démocratiques bourgeois — liquidation réelle de toutes les séquelles de l'impérialisme, la terre aux paysans qui la travaillent —, elle a besoin de s'asseoir sur l'organisation adéquate des masses révolutionnaires, organisées en partis, comités, syndicats», ajoutant que, «dans ce processus, l'organisation d'un parti marxiste révolutionnaire de masse s'avérera le facteur essentiel».

Mais en décembre 1960 Pierre Frank annonçait dans *La Vérité des travailleurs*: «Cuba, un nouvel État ouvrier». Selon lui, «à l'exception de petits secteurs non décisifs pour l'écono-

mie de l'île de Cuba, l'économie est nationalisée et planifiée. Le vieil appareil d'État bourgeois est détruit: l'armée rebelle et les milices ouvrières et paysannes constituent les forces armées du régime actuel. Autrement dit, il n'y a plus à Cuba un régime capitaliste; il existe les bases d'une économie socialiste.» Un article de mai 1961 de *Voz proletaria* précisait que Cuba était un «État ouvrier particulier» car «l'appareil étatique n'est pas de composition ni de structure ouvrière. À Cuba n'existe pas une forme de pouvoir soviétique, des conseils ouvriers et paysans.»

Selon ces camarades, il y avait donc eu d'abord un gouvernement bourgeois après l'entrée de Castro à La Havane en janvier 1959. Mais à l'été, Castro changeant le président de la République et Guevara prenant la direction de la banque nationale, Cuba devenait un gouvernement ouvrier et paysan... puis un État ouvrier, quand Castro nationalisa en 1960. Ainsi, les mêmes hommes, le même parti, pouvaient tour à tour représenter une coalition capitaliste, un gouvernement ouvrier et paysan et la dictature du prolétariat. Les rapports de force entre classes réelles ne comptaient pas, puisqu'ils pouvaient rester fixes pendant ces changements d'étiquette!

C'était aussi tirer un trait d'égalité entre socialisme et nationalisation, une aberration pour des marxistes. L'État de la bourgeoisie peut prendre le contrôle de l'économie, mais cela n'a rien à voir avec le socialisme, qui est la mise en commun de toute l'économie pour toute la société, et n'a de sens qu'à l'échelle mondiale. Cela, seule la classe ouvrière peut le faire, parce qu'elle est une classe internationale, et à condition qu'elle s'empare du pouvoir en brisant l'ancien appareil d'État de la bourgeoisie, ce que personne ne fera à sa place.

À Cuba, le prolétariat avait une importante tradition de lutte. Dès 1933, des militants trotskystes y avaient même eu de l'influence. Et, même sous la dictature de Batista, de 1952 à 1959, il y eut une forte combativité ouvrière. La principale centrale syndicale, la Confédération des travailleurs de Cuba, était dirigée par une bureaucratie corrompue, liée au dictateur, mais il y avait des militants combatifs dans les transports, le sucre et le tabac.

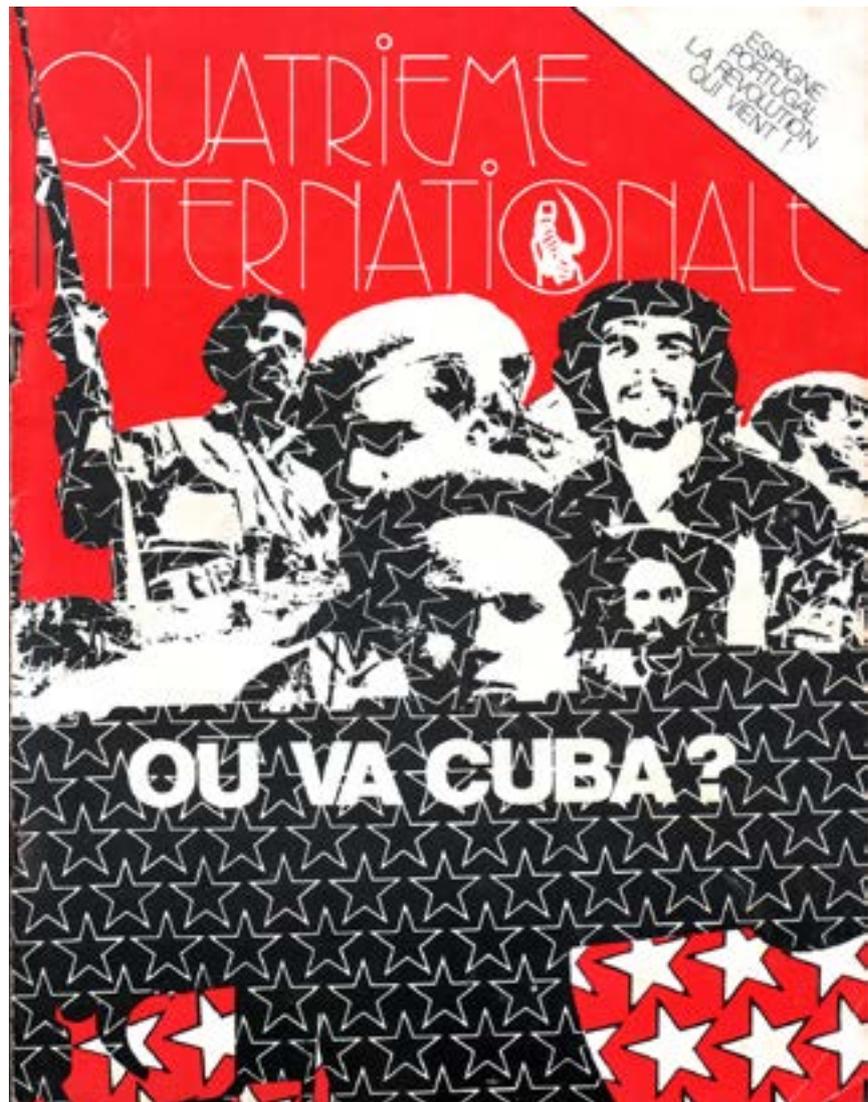
En 1954, ces travailleurs s'opposèrent avec succès à la construction d'un canal, imaginé par les États-Unis, qui aurait coupé l'île en deux. Et il y eut aussi plusieurs vagues de grèves entre 1957 et 1959. Mais cette combativité ne se traduisit pas sur le plan politique. Le parti trotskyste s'était dissous en 1947 et le PC ne proposait qu'une alliance avec des partis bourgeois, s'alliant même avec Batista dans les années 1940. Des ouvriers militants, et même des trotskystes, rejoignirent le mouvement de Castro, dans le maquis ou en appui dans les villes. Mais la classe ouvrière ne fut jamais en situation de prendre la tête de la lutte pour renverser Batista. Jamais n'apparurent les organes de pouvoir ouvrier qui auraient pu être les instruments de la démocra-

tie ouvrière. Les travailleurs cubains ne cherchèrent pas à prendre en main la direction de l'île, pas plus qu'ils ne brisèrent l'appareil d'État comme les ouvriers russes en 1917.

LE FANTÔME DE LA RÉVOLUTION PERMANENTE

En mai 1961, *La Vérité des travailleurs* affirma pourtant que « la révolution permanente accomplit son œuvre ». C'était piétiner le contenu réel que lui donnait Trotsky. Dans *L'Internationale communiste après Lénine*, par exemple, il expliquait à propos de la révolution chinoise de 1925-1927 que, si celle-ci « contient en soi des tendances à devenir permanente », cela n'est possible « que pour autant qu'elle contient la possibilité de la conquête du pouvoir par le prolétariat. [...] Seul le prolétariat, après s'être emparé du pouvoir de l'État et avoir transformé celui-ci en instrument de lutte contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation aussi bien à l'intérieur du pays qu'au-delà de ses frontières, conquiert par là la possibilité d'assurer à la révolution un caractère continu, autrement dit de l'amener jusqu'à l'édification de la société socialiste intégrale. Une condition nécessaire à cela est de mener par conséquent une politique préparant le prolétariat en temps voulu à conquérir le pouvoir. »

Le 6 juillet 1961, dans une lettre adressée à Castro, Michel Pablo lui décernait néanmoins un brevet de marxisme : « Pour tout ce que vous avez fait jusqu'ici et faites actuellement, vous appartenez de facto à la lignée des grands révolutionnaires, qui ont su découvrir, assimiler, interpréter et développer le marxisme de manière créatrice et profondément révolutionnaire, comme Rosa Luxemburg, comme Lénine, comme Trotsky [...]. La manière révolutionnaire, directe, fraîche et antidogmatique, sou-



La revue *Quatrième Internationale*, en 1975.

vent originale, avec laquelle vous avez abordé et résolu les questions importantes [...]. C'est la voie du véritable marxisme créateur. » Et cela, comme Pablo le soulignait, « en l'absence d'un parti marxiste et d'institutions soviétiques » et bien que la révolution soit « encore dirigée d'en haut par les hommes de l'armée révolutionnaire ». Pour Pablo et le SI, la révolution socialiste pouvait être réalisée par une guérilla paysanne dirigée par des intellectuels non marxistes, sans parti ouvrier révolutionnaire et sans aucune intervention dirigeante et consciente de prolétaires en lutte !

Depuis 1953 existait un autre courant, le Comité international, regroupant l'Organisation communiste internationaliste (OCI) de Pierre Lambert, la So-

cialist Labour League (SLL) britannique de Gerry Healy et le Socialist Workers Party (SWP) américain de James P. Cannon. En août 1961, la revue de l'OCI, *La Vérité*, analysa la révolution cubaine. Bien qu'ils aient en commun la même analyse que le SI des démocraties populaires et de la Chine, des États ouvriers déformés, ils furent moins pressés de conclure que Cuba était un État ouvrier. « Le gouvernement cubain est un gouvernement petit-bourgeois, par sa base sociale originelle, par sa composition sociale, par son idéologie. [...] Ou bien l'État traditionnel rajeuni évoluera vers une bureaucratisation et une victoire bourgeoise, et il détruira les éléments de pouvoir ouvrier, milices, conseils [...]; ou bien milices et conseils devien-

dront les organes et la base d'un État ouvrier. » L'État cubain était toujours bourgeois et pas encore ouvrier. Cela ne fut pas du goût du SWP, dont la majorité avait, dès 1959, une approche de la question voisine de celle du SI. En 1963, le SWP réintégra ce dernier, qui prit le nom de Secrétariat unifié (SU). Quant à savoir de quel côté pencherait l'État cubain, les lecteurs de *La Vérité* attendirent 1979 pour apprendre que c'était devenu un État ouvrier déformé. Et encore c'était l'appréciation d'un seul dirigeant de l'OCI, autorisé à dire son sentiment, tandis que ses camarades indiquaient qu'ils se réservaient d'en rediscuter.

LES CASTRISTES: DES ANTI-IMPÉRIALISTES MAIS PAS DES SOCIALISTES

Les castristes avaient pourtant été clairs. Fidel Castro se présentait en 1959 comme « *ni socialiste, ni capitaliste, mais humaniste* », cherchant des alliés au sein de la bourgeoisie opposée au dictateur Batista et souhaitant maintenir des relations avec les États-Unis. Ernesto Guevara donna la clé de leur orientation : « *Pour savoir jusqu'où Cuba ira, il vaudrait mieux demander au gouvernement des États-Unis jusqu'où il a l'intention d'aller.* »

La radicalisation des dirigeants cubains fut en effet la conséquence de l'intransigeance de l'impérialisme américain qui, craignant que le succès castriste ne fasse tache d'huile en Amérique latine, refusa tout compromis. Guevara l'expliquait ainsi : « *Ce qui inquiète l'impérialisme, [...] c'est le sort du pétrole vénézuélien, du coton mexicain, du cuivre chilien, des troupeaux argentins, du café brésilien, qui font la richesse des monopoles américains.* »

Les dirigeants cubains au-



Castro et Khrouchtchev,
le grand amour.

raient pu plier devant l'impérialisme mais, nationalistes conséquents, ils exproprièrent les compagnies américaines puis l'essentiel de l'économie. Et quand, en 1960, Washington rompit les accords commerciaux avec Cuba, notamment sur l'achat de sucre, les castristes se servirent de l'existence des deux blocs, en conflit depuis 1947, pour se rapprocher de l'URSS, qui allait désormais leur fournir une aide économique indispensable à

leur survie. Le mouvement castriste fusionna alors avec le Parti communiste.

Les castristes renversèrent la dictature de Batista et résistèrent plus d'un demi-siècle à l'impérialisme américain ; à ce titre, il était juste de les soutenir. Mais cela n'en faisait ni des révolutionnaires prolétariens, ni des marxistes, dont le but est l'émancipation des travailleurs du monde entier, et donc de favoriser le développement d'organes de pouvoir de la classe ouvrière elle-même, instruments indispensables à l'expression de la démocratie ouvrière.

Guevara quitta un poste de ministre pour combattre au Congo en 1965 et en Bolivie, où il devait être tué en 1967. Son engagement était indiscutable, mais il ne se situait pas dans le camp du prolétariat. Dans son *Journal de Bolivie*, rédigé pendant sa dernière guérilla, apprenant que des mineurs, pourtant fer de lance du mouvement ouvrier bolivien, sont en lutte pour défendre leurs



Ernesto Che Guevara.

droits, il estime que c'est une perte de temps et qu'ils feraient mieux de rejoindre son maquis.

LES TROTSKYSTES ET LA GUÉRILLA

En Amérique latine, à l'époque, sévissaient des dictatures au service des États-Unis et soutenues par eux. Il n'y avait guère de vie parlementaire. Et, en l'absence de partis communistes révolutionnaires offrant une autre issue, de nombreux jeunes de la petite bourgeoisie, sous l'impulsion de la révolution cubaine, prirent les armes plutôt que rejoindre un parti traditionnel. Toute une génération, en Amérique latine, vit alors dans la guérilla paysanne le moyen de changer la société. Le rôle des militants trotskystes aurait dû être de proposer un combat autrement plus radical : choisir le camp du prolétariat. Les trotskystes latino-américains qui le firent réussirent à recruter des castristes, mais Pablo et le SU engagèrent leurs militants dans des guérillas.

En 1965, Pablo, plagiant des théoriciens de la guérilla qui considéraient la misère des paysans comme un brevet révolutionnaire et étaient hostiles à la classe ouvrière, décréta : « *La force principale révolutionnaire dans l'écrasante majorité des pays du tiers-monde n'est pas le prolétariat restreint et relativement privilégié des villes, mais la paysannerie traditionnelle, les ouvriers agricoles des exploitations étrangères ou féodales ou capitalistes indigènes, et les couches d'origine paysanne qui affluent dans les villes sans possibilité de s'intégrer dans le processus productif.* » Il se plaçait ainsi aux antipodes d'un Trotsky qui, dans une conférence sur la révolution russe en novembre 1932 devant des étudiants danois, avait expliqué que la paysannerie est un ours qui a besoin, pour que sa combativité serve à renverser



Conférence de presse de la direction de l'ERP (Armée révolutionnaire du peuple, un temps section du Secrétariat unifié) en juin 1973, de gauche à droite, Roberto Santucho, Benito Urteaga, Gorriarán Merlo et Jorge Carlos Molina.

le capitalisme, d'un « *dirigeant loyal* » : le prolétariat.

Le SU refusa cependant de suivre Pablo, qui le quitta. Le SU mit encore en avant la guérilla à son congrès de 1969. Et bien qu'en Argentine on assistât la même année à un réveil militant du mouvement ouvrier, le SU soutint la guérilla de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP), un temps section argentine du SU. Ce n'est qu'après l'anéantissement de l'ERP dans les années 1970 qu'il y mit fin.

UNE REMISE EN CAUSE DU TROTSKYISME QUI VIENT DE LOIN

Cuba n'était pas le premier pays où le SI-SU découvrait l'existence d'États ouvriers nés sans révolution ouvrière. Ce fut le cas des démocraties populaires, ou de la révolution chinoise de 1949. Au lendemain de la guerre, le SI expliqua que les démocraties populaires étaient des États bourgeois mais, dès que l'URSS en prit le contrôle en 1948 et que les staliens leur accolèrent l'étiquette « socialiste », les dirigeants du SI les déclarèrent États ouvriers, « déformés » car la classe ouvrière n'avait joué aucun rôle

actif dans leur création.

Ils firent de même avec la Chine de 1949 sans tenir compte des enseignements de Trotsky. Dans une lettre adressée aux trotskystes chinois le 22 septembre 1932, après avoir rappelé que « *celui qui, en politique, juge selon les étiquettes et les dénominations, et non selon les faits sociaux, est perdu* », Trotsky avait ainsi analysé les armées paysannes de Mao : « *Le fait que des communistes se trouvent individuellement à la tête des armées paysannes ne change en rien le caractère social de ces dernières.* » Il ajoutait : « *Lorsque le Parti communiste, fermement appuyé sur le prolétariat des villes, essaie de commander l'armée paysanne par une direction ouvrière, c'est une chose. C'est tout autre chose lorsque quelques milliers ou même quelques dizaines de milliers de révolutionnaires qui dirigent la guerre paysanne sont ou se déclarent communistes, sans avoir aucun appui sérieux dans le prolétariat. Or, telle est avant tout la situation en Chine.* » Il concluait : « *En fait, le parti [communiste] s'est séparé de sa propre classe. [...] La guerre paysanne par elle-même, sans une direction immédiate de l'avant-garde prolétarienne, ne peut que donner le pouvoir à une*

nouvelle clique de la bourgeoisie, [...] qui en pratique se différenciera très peu du Kuomintang de Tchang Kai-chek. »

En officialisant en 1951 ces changements d'étiquettes, la majorité du mouvement trotskyste voyait des révolutions socialistes là où il n'y en avait pas. De fait, ces États se situaient dans le même contexte que bien d'autres États devenus indépendants après 1945. Dans les pays pauvres de la planète, la faiblesse de la bourgeoisie, mais aussi celle du mouvement ouvrier révolutionnaire, souvent dévoyé par les partis socialistes et stalinien, avait retardé l'avènement de la révolution socialiste mondiale. Dans ce contexte, plusieurs États prirent en mains l'économie, défendirent l'indépendance et entamèrent la réforme agraire, comme l'Égypte de Nasser, sans que le mouvement trotskyste n'y voie un État ouvrier.

Cela revenait aussi à faire croire que des forces politiques étrangères au prolétariat pouvaient conduire une révolution socialiste. Le SI continua un temps de répéter qu'il fallait un parti révolutionnaire et l'intervention du prolétariat pour aller vers le socialisme mais, après Cuba, ces conditions n'étaient plus indispensables. Cuba fut présenté comme un État ouvrier où la révolution était faite. Sur cette lancée, ils virent de l'internationalisme dans la conférence Tricontinentale, qui rassembla en 1966 à La Havane des gouvernements du tiers-monde, ou dans les déclarations de Guevara appelant à « *un, deux, trois, de nombreux Vietnam* », là où n'y avait que de la solidarité entre nationalistes et l'espoir d'États indépendants du tiers-monde de voir se multiplier des mouvements identiques en rupture avec l'impérialisme, pour affaiblir ce dernier et améliorer leurs chances de survie.

C'était d'autant plus risible

que les castristes, en se rapprochant de l'URSS et des stalinien, s'attaquèrent au parti trotskyste qui s'était réorganisé à Cuba en 1960. Les trotskystes cubains furent les premiers à voir en Cuba un État ouvrier mais ils voulaient maintenir une organisation indépendante. Ainsi, selon le SI, Castro conduisait la révolution socialiste et menait la révolution permanente... tout en emprisonnant les trotskystes et en empêchant l'édition de *La Révolution permanente* de Trotsky! Après plusieurs procès et séjours en prison, les trotskystes cubains furent tolérés mais interdits de publications et d'activités. Et il fallut du temps avant que le SU se rappelle de leur existence.

La révolution cubaine a mis en place une protection sociale enviable. Mais, pas plus qu'en Chine ou au Vietnam, elle n'a mis fin à la domination impérialiste. Cela, seule la révolution prolétarienne peut le réaliser pour toute la planète. Le problème est resté posé et le monde impérialiste a poursuivi son existence. Depuis, la Chine et le Vietnam ont réintégré le marché mondial. Et Cuba pourrait suivre.

CONSTRUIRE DES PARTIS OUVRIERS RÉVOLUTIONNAIRES RESTE INDISPENSABLE

L'abandon par le SU de la construction d'organisations révolutionnaires indépendantes dans les pays étiquetés États ouvriers, provoqua d'autres ruptures.

Tous les trotskystes d'Amérique latine n'avaient pas suivi les consignes du SU. Des militants qui pouvaient partager l'analyse de Cuba mais qui rejetaient la guérilla maintinrent une activité dans les villes et les usines; a fortiori après 1969 et le soulèvement des ouvriers de

Cordoba, ville argentine ayant alors la plus forte concentration industrielle d'Amérique du Sud; une combativité ouvrière ensuite réprimée par des coups d'État militaires dans tout le cône sud.

En 1979, la guérilla du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) renversa la dictature de Somoza au Nicaragua. Cela provoqua une double rupture dans le SU, avec la Fraction bolchevique du trotskyste argentin Nahuel Moreno, mais aussi avec la Tendance léniniste-trotskyste proche du courant lambertiste. Les deux fractions reprochèrent l'alignement du SU derrière les sandinistes, identique à celui derrière Castro vingt ans avant.

Le SU approuva en effet les sandinistes lorsqu'ils expulsèrent la brigade Simon Bolivar – des trotskystes morénistes venus combattre aux côtés du FSLN. La majorité des militants latino-américains quittèrent alors le SU pour construire leur courant international.

Leurs continuateurs maintiennent cette position. Ainsi, à la mort de Castro, le journal argentin *El Socialista* a salué « *la révolution cubaine de 1959, un exemple pour les révolutionnaires et les militants combattifs du monde* » tout en y prônant une révolution socialiste.

LE SWP DES ÉTATS-UNIS RALLIE LE CASTRISME

Entre 1979 et 1990, ce fut la rupture du SWP américain avec le SU. Pour le SWP et le SU, Cuba était un État ouvrier, mais le SU parlait de déformations bureaucratiques et critiquait l'alignement du PC cubain sur le Kremlin, tandis que pour le SWP Cuba, le Nicaragua et la Grenade étaient identiques à la Russie de 1917-1923.

En 1979, Jack Barnes du SWP dénonça l'action des trotskystes cubains vingt ans avant. Le SU



LE SOCIALISTA

La brigade Simon Bolivar, des militants trotskystes du courant de Nahuel Moreno, venus de plusieurs pays d'Amérique latine pour combattre aux côtés des sandinistes.

la classe ouvrière, et pas celle de nationalistes, aussi radicaux soient-ils.

Personne ne peut remplacer l'action du prolétariat. Dans la lettre aux trotskystes chinois déjà citée, Trotsky rappelait ce que la révolution russe lui avait appris: «*L'ouvrier aborde les problèmes sous l'angle socialiste; le paysan sous l'angle petit-bourgeois. L'ouvrier tente de socialiser la propriété qu'il a reprise à ses exploités; le paysan, tente, lui, de la partager. L'ouvrier veut faire servir les châteaux et les parcs dans l'intérêt général; le paysan, pour peu qu'il ne puisse les partager, est enclin à brûler les châteaux et à déboiser les parcs. L'ouvrier fait effort pour résoudre les problèmes à l'échelle étatique, et selon un plan; mais le paysan aborde tous les problèmes à l'échelle locale, et se conduit d'une façon hostile envers le plan du centre, etc. Il est évident que le paysan peut lui aussi s'élever jusqu'à un point de vue socialiste. Sous le régime prolétarien, une masse de plus en plus grande de paysans se rééduque dans l'esprit socialiste. Mais cela exige du temps.*»

13 décembre 2016

publia la défense de ces derniers, écrite par deux militants argentins, Adolfo Gilly et Angel Fanjul, présents à Cuba à l'époque. En 1983, le SWP publia une nouvelle revue, *New International* (Nouvelle internationale), contenant une critique de Trotsky, du trotskysme et de la révolution permanente, ainsi qu'un article d'un stalinien cubain opposant Lénine à Trotsky. Le SWP exhuma des écrits de Lénine d'avant 1917 allant dans le même sens, espérant ainsi s'attirer les bonnes grâces des castristes, liés à l'URSS. Le SWP rêvait d'une «*internationale léniniste de masse*» avec les partis au pouvoir à Cuba, au Nicaragua et à la Grenade.

qui a démolit ce parti.

Ce suivisme, aux multiples visages, n'a pas fait progresser la cause de la révolution prolétarienne. La lutte pour l'indépendance nationale, même si elle amène une rupture avec l'impérialisme, ne peut par elle-même conduire à la révolution socialiste. Pour renverser la domination impérialiste, la lutte révolutionnaire doit dépasser le cadre national et déboucher sur l'arène internationale. Mais cela ne peut être que l'œuvre de la lutte révolutionnaire de

Le SU rejeta cette proposition, en remarquant que les Cubains ne voulaient pas d'internationale. Après une période où la direction du SWP écarta de ses rangs les partisans du SU, il rompit avec ce dernier en 1990. Depuis, aucune internationale castriste n'a vu le jour. Mais le SWP agit comme s'il en était la section américaine, publiant chaque semaine des articles en sa faveur, comme l'hommage de Raúl Castro à son frère. Il a aussi écarté tous les éventuels contradicteurs de Barnes, ce



La une de l'hebdomadaire du Socialist Workers Party (SWP) reproduisant l'hommage à Castro de son frère Raúl et une lettre du dirigeant du SWP, Jack Barnes, mettant sur le même plan le nationaliste Castro et le communiste Lénine.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC (n° 118, 29 janvier 2010)
- L'Afrique malade du capitalisme (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme (n° 138, 14 novembre 2014)
- Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine (n°140, 6 mars 2015)
- L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter (n° 136, 11 avril 2014)
- L'immigration dans l'Europe en crise (n° 135, 24 janvier 2014)
- La Grèce face à la crise (n° 133, 14 juin 2013)
- Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification? (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis (n° 105, 24 novembre 2006)
- La longue lutte des Noirs américains (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme (n° 128, 18 novembre 2011)
- L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité (n° 102, 10 mars 2006)
- La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement? (n° 101, 27 janvier 2006)

- Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme (n° 147, 10 juin 2016)



- États-Unis: les avatars de l'alternance démocrates-républicains et la classe ouvrière (n° 148, 10 novembre 2016)

FACE À LA FAILLITE DU CAPITALISME, ACTUALITÉ DU COMMUNISME

- Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière (n° 115, 1^{er} trimestre 2009)

IDÉES/HISTOIRE

- Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales »? (n° 146, 8 avril 2016)
- Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier (n° 144, 8 janvier 2016)
- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme (n° 143, 9 octobre 2015)
- Temps de travail, salaires et lutte des classes (n° 141, 10 avril 2015)
- Développement des sciences et fondements des idées communistes (n° 139, 23 janvier 2015)
- Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier (n°137, 19 septembre 2014)
- La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines (n° 131, 22 février 2013)
- La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière (n° 130, 25 janvier 2013)
- Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression (n° 129, 16 novembre 2012)
- Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement (n°126, 13 mai 2011)
- Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation (n° 124, 4 mars 2011)
- Les religions, l'athéisme et le matérialisme (n° 123, 28 janvier 2011)
- Les syndicats hier et aujourd'hui (n° 121, 15 octobre 2010)
- La décroissance: faire avancer la société à reculons (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- L'enseignement public (n° 114, 30 janvier 2009)
- Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement (n° 111, 13 juin 2008)
- La grande bourgeoisie en France (n° 110, 18 avril 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant 5 timbres à 0,70 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver Lutte de classe ?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché aux poissons

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

La Passerelle
16 bis, rue de la Sous-préfecture

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire

Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}

Librairie de l'arbre
13, rue des Trois-Mages

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE

Lutte ouvrière
Arbeidersstrijd
communiste trotskiste
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse:
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozoברה@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 -
SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203
<http://www.the-spark.net>



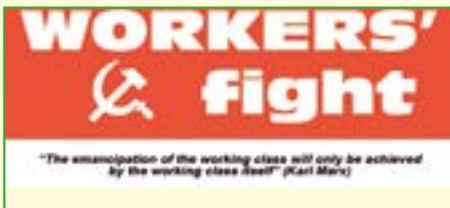
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,20 €
Abonnements: France - DOM TOM,
six mois: 20 € ; un an: 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement : écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



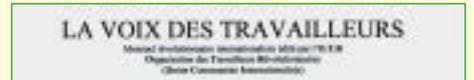
Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € -
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille -
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugée
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Nievo Ippolito 32-57100 LIVORNO -
ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> - contact
e-mail: l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>